

RAPPORT FINAL

PROJET D'APPUI AU MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DES COLLECTIVITES LOCALES POUR LE PILOTAGE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA DECONCENTRATION AU MALI



APPRECIATION GENERALE	6
PARTIE 1 : RESULTATS ATTEINTS ET ENSEIGNEMENTS TIRES.....	7
1 APPRECIATION DE LA STRATEGIE D'INTERVENTION	7
1.1 CONTEXTE	7
1.2 CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS DANS LA STRATEGIE D'INTERVENTION	8
2 RESULTATS ATTEINTS.....	10
2.1 MATRICE DE MONITORING	10
2.2 ANALYSE DES RESULTATS	12
3 DURABILITE.....	24
APPRENTISSAGE.....	26
3.2 ENSEIGNEMENTS TIRES	26
3.3 RECOMMANDATIONS	26
PARTIE 2 : SYNTHESE DU MONITORING (OPERATIONNEL).....	28
4 SUIVI DES DECISIONS PRISES PAR LA SMCL	28
5 DEPENSES	31
6 TAUX DE DECAISSEMENT DE L'INTERVENTION	36
7 PERSONNEL DE L'INTERVENTION	37
8 MARCHES PUBLICS	39
9 ACCORDS D'EXECUTION.....	43
10 ÉQUIPEMENTS.....	44
11 CADRE LOGIQUE ORIGINAL TIRE DU DTF :.....	63
12 MATRICE DE MONITORING COMPLETE	63
13 OUTILS ET PRODUITS	63

ACRONYMES

ACCM	Association des Collectivités Cercles du Mali
AMM	Association des Municipalités du Mali
ANICT	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
ANO	Avis de Non Objection
APL	Association des Pouvoirs Locaux
ARM	Association des Régions du Mali
AT	Assistance Technique
BSI	Budget Spécial d'Investissements
CADD	Cellule d'Appui à la Déconcentration- Décentralisation
CCC	Centre de Conseil Communal
CCOCSAD	Comité Communal d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CDI	Commissariat au Développement Institutionnel
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CFCT	Centre de Formation des Collectivités Territoriales
CLOCSAD	Comité Local d'Orientation de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CNO	Comité National d'Orientation
CONFIDES	Consolidation de la filière de transformation et gestion des déchets solides de Sikasso
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CROCSAD	Comité Régional d'Orientation de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CSCR	Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
CS	Convention Spécifique
CT	Collectivités Territoriales
CTB	Coopération Technique Belge
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCPND	Document Cadre de Politique Nationale de Décentralisation
DFM	Direction des Finances et du Matériel
DGAT	Direction Générale de l'Administration Territoriale
DGCT	Direction Générale des Collectivités Territoriales
DGD	Direction Générale du Développement
DNI	Direction Nationale de l'Intérieur
DRH	Direction des Ressources Humaines
DTF	Dossier Technique et Financier
FNACT	Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales
GPEC	Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences
GTZ	Gemeinschaft für Technische Zusammenarbeit
HCCT	Haut Conseil des Collectivités Territoriales
INTOSAI	Organisation Internationale des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques
MAECI	Ministère des Affaires Etrangères et Coopération Internationale
MATCL	Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales
MATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MAT	Ministère de l'Administration Territoriale
MDRE	Ministère de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
OG	Objectif Général
OISE	Outil Informatique de Suivi-Evaluation
PAEC	Projet d'Appui à l'Etat-Civil
PAI	Projet d'Appui Institutionnel
PAICT	Projet d'Appui aux Investissements des CT
PAIR	Projet d'Appui Institutionnel au processus de Régionalisation
PDESC	Plan de Développement Economique, Social et Culturel
PDI	Programme de Développement Institutionnel
PNACT	Programme National d'Appui aux Collectivités Territoriales
PRED	Plan pour la Relance Durable du Mali
PTF	Partenaire Technique Financier
PV	Procès-Verbal

RE	Représentant de l'Etat
SHA	Secrétariat de l'Harmonisation de l'Aide
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
STDE	Service Technique Déconcentré de l'Etat
TCR	Transfert des Compétences et des Ressources
UE	Union Européenne

Fiche d'intervention

Numéro national DGD	3008493		
Code Navision CTB	MLI 09 032 11		
Institution partenaire	Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat (Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales en début d'intervention)		
Durée de la convention spécifique	87 mois*		
Contribution du Mali	101 100 euros		
Contribution de la Belgique	3 500 000 EUR		
Date estimée de démarrage	janvier 2011 Suspendu entre mars 2012 et juin 2015 Reprise complète à partir de juin 2015		
Code sectoriel	15112		
Objectif général	Améliorer le pilotage stratégique de la politique nationale de décentralisation/déconcentration au niveau régional et central		
Objectif spécifique (Outcome)	Les activités de planification, de gestion, de coordination, d'appui technique et de suivi-évaluation dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale de décentralisation/déconcentration sont opérationnelles, efficaces et durables		
Résultats intermédiaires (Outputs)	<p><u>Résultat 1</u> : «La performance des représentants de l'Etat dans l'exercice de l'assistance conseil et du contrôle de légalité des Collectivités territoriales est améliorée».</p> <p><u>Résultat 2</u> : «La coordination intersectorielle pour une mise en œuvre effective du transfert des compétences et des ressources de l'Etat aux CT est renforcée».</p> <p><u>Résultat 3</u> : «Les missions d'élaboration des politiques, de coordination et de pilotage sont mieux assurées».</p>		
Période couverte par le rapport	2011-2016		

Appréciation générale

Décrivez votre appréciation générale de l'intervention (max. 200 mots) :	Décrivez votre appréciation générale de l'intervention (max. 200 mots) :
<p>Malgré un contexte politique et sécuritaire difficile qui a entraîné, de surcroît, l'interruption opérationnelle du projet entre mars 2012 et juin 2015, les résultats obtenus démontrent tout l'intérêt d'un projet d'appui au pilotage stratégique de la décentralisation et de déconcentration au Mali.</p> <p>Le résultat ayant eu le plus d'impact sur le processus de décentralisation est indéniablement le résultat ayant trait au renforcement de la coordination intersectorielle pour le transfert des compétences et de ressources aux CT. Sur ce plan, le projet enregistre des résultats tangibles, des effets et des impacts :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Plan global de transfert des compétences et de ressources ; ▪ 15 plans de transferts sectoriels ; ▪ Décrets de transferts dans les secteurs de l'agriculture, élevage et assainissement ; ▪ Décisions de transfert des infrastructures ; ▪ un transfert financier inscrit dans la loi de finances impliquant quatre nouveaux secteurs, dont l'agriculture et la culture (frais de fonctionnement des services à transférer selon le plan de transfert et Budget Spécial d'Investissement). <p>La signature des décrets de transferts de compétences et de ressources et les décisions de transfert, y compris budgétaires (voir loi de finances 2017), dans les secteurs de l'agriculture, la culture, l'élevage, l'assainissement contribue à la mise en œuvre effective du Processus global de transfert dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'hydraulique en 2002 et 2006.</p> <p>Concernant la capacité du ministère à améliorer la performance des représentants de l'Etat ainsi qu'en matière de planification, de pilotage et de coordination, des jalons importants ont également été posés (plan de renforcement de la tutelle, Document Cadre de politique National de l'Administration du Territoire, Plan de déconcentration), mais ces vastes chantiers méritent encore un appui à moyen terme dans leur mise en œuvre.</p> <p>Enfin, sur le renforcement des capacités du ministère en planification, diffusion de l'information et suivi-évaluation, une amélioration est constatée, mais les résultats</p>	<p>Malgré un contexte politique et sécuritaire difficile qui a entraîné, de surcroît, l'interruption opérationnelle du projet entre mars 2012 et juin 2015, les résultats obtenus démontrent tout l'intérêt d'un projet d'appui au pilotage stratégique de la décentralisation et de déconcentration au Mali.</p> <p>Le résultat ayant eu le plus d'impact sur le processus de décentralisation est indéniablement le résultat ayant trait au renforcement de la coordination intersectorielle pour le transfert des compétences et de ressources aux CT. Sur ce plan, le projet enregistre des résultats tangibles et des impacts :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Plan global de transfert des compétences et de ressources ; ▪ 15 plans de transferts sectoriels ; ▪ Décrets de transferts dans les secteurs de l'agriculture, élevage et assainissement ; ▪ Décisions de transfert des infrastructures ; ▪ un transfert financier inscrit dans la loi de finances impliquant quatre nouveaux secteurs. <p>La signature des décrets de transferts de compétences et de ressources et les décisions de transfert, y compris budgétaires (voir loi de finances 2017), dans les secteurs de l'agriculture, la culture, l'élevage, l'assainissement constitue contribue à la mise en œuvre effective du processus de transfert depuis les transferts dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'hydraulique en 2002 et 2006. En matière de transfert des ressources (infrastructures et équipement, services et financier), il est important que le processus continue à être appuyé (généralisation aux autres secteurs et/ou autres régions).</p> <p>Concernant la capacité du ministère à améliorer la performance des représentants de l'Etat ainsi qu'en matière de planification, de pilotage et de coordination, des jalons importants ont également été posés (plan de renforcement de la tutelle, Document Cadre de politique National de l'Administration du Territoire, Plan de déconcentration), mais ces vastes</p>

restent fragiles.	chantiers méritent encore un appui à moyen terme dans leur mise en œuvre. Enfin, sur le renforcement des capacités du ministère en planification, diffusion de l'information et suivi-évaluation, une amélioration est constatée, mais les résultats restent fragiles.
Notez votre appréciation générale de l'intervention ¹ :	Notez votre appréciation générale de l'intervention ² :
Satisfaisant	Satisfaisant
Fonctionnaire exécution nationale ³	Exécution CTB ⁴
Aliou Sissoko	Véronique Parqué

PARTIE 1 : Résultats atteints et enseignements tirés

1 Appréciation de la stratégie d'intervention

1.1 Contexte

Depuis le début de l'intervention, le Mali a connu des modifications importantes en termes politiques, sécuritaires et institutionnels. Certaines ont eu un impact très négatif sur le projet, d'autres ont constitué des opportunités.

Le coup d'Etat de mars 2012 a entraîné la suspension de l'ensemble des projets institutionnels de la Belgique. Ce projet a redémarré officiellement en juin 2013 mais les activités n'ont pu reprendre qu'après l'actualisation du DTF en février 2015 et l'arrivée d'une assistance technique en juin 2015. Cette suspension du projet pendant deux ans a considérablement diminué la période effective d'intervention du projet.

Si la crise politico-sécuritaire qu'a connue le Mali en 2012-2013 continue à avoir des impacts négatifs sur le contexte économique, politique et sécuritaire, le contexte post-conflit a conduit à réaffirmer le besoin d'approfondir la décentralisation et a été un enjeu important pour la sortie de crise. En effet, l'Accord pour la paix et la réconciliation signé à Alger en 2015 accorde encore plus d'importance à la décentralisation et à la régionalisation du pays et pose un certain nombre de principes en lien directs avec les résultats attendus du projet, parmi lesquels :

¹ Très satisfaisant - Satisfaisant - Insatisfaisant, en dépit de certains éléments positifs - Insatisfaisant

² Très satisfaisant - Satisfaisant - Insatisfaisant, en dépit de certains éléments positifs - Insatisfaisant

³ Nom et signature

⁴ Nom et signature

- La suppression du contrôle de légalité a priori,
- La réaffirmation du principe de la répartition des compétences entre l'Etat et les CT sur base de la loi, avec accent sur les matières où les régions sont compétentes,
- L'engagement de l'Etat à mettre en place, d'ici 2018, un mécanisme de transfert de 30% des recettes budgétaires (fiscales pour le gouvernement) de l'Etat aux Collectivités Territoriales (CT),
- L'engagement à transférer aux CT les services déconcentrés relevant de leurs domaines de compétence,
- Rendre plus attrayante la fonction publique des CT.

Enfin, l'Accord rend nécessaire certaines réformes institutionnelles, comme la réforme de la Constitution ou la mise en place d'autorités intérimaires.

Ces changements très importants dans le contexte politico-sécuritaire ont eu également comme conséquence une très grande instabilité institutionnelle du ou des ministères en charge de la décentralisation et de l'administration du territoire que la présente intervention appuie (plusieurs remaniements depuis la sortie de crise).

Par ailleurs, depuis le début de la mise en œuvre du projet, deux nouvelles interventions mises en œuvre par la CTB ont démarré : un Projet d'Appui Institutionnel aux Collectivités Territoriales (PAICT), qui travaille principalement sur la maîtrise d'ouvrage des infrastructures (financé par le Royaume de Belgique), et un projet d'Appui Institutionnel à la Régionalisation (PAIR, financé par l'Union Européenne).

1.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention

Lié à la suspension du projet intervenu moins d'un an après le démarrage opérationnel du projet (le projet a démarré avec deux assistants techniques en février et mai 2011 sur les trois prévus) mais aussi aux changements politiques et institutionnels intervenus, un certain nombre de réorientations du projet ont été décidées en février 2015, date à laquelle un Document Technique et Financier (DTF) actualisé a été approuvé en Structure Mixte de Concertation Locale (SMCL) :

1. La durée de la Convention spécifique pour l'intervention a été prolongée de 12 mois ;
2. Les résultats attendus ont été redéfinis ;
3. L'assistance technique a été réduite.

Concernant la durée, si la Convention spécifique a été prolongée de 12 mois, la durée totale de suspension opérationnelle a été bien plus longue. De ce fait, les activités du projet se sont déroulées sur deux périodes de 9 à 18 mois, au démarrage, puis à partir de juin 2015.

Concernant les trois résultats attendus, le DTF actualisé a modifié et recentré les deux derniers sur base des premiers succès du projet, à savoir la validation d'un plan de renforcement de la tutelle, la signature d'un premier décret de transfert des compétences fixant le détail des compétences transférés pour le secteur de l'assainissement (2014) et l'élaboration d'un second, dans le secteur de l'élevage (qui a été signé en août 2015).

L'ancien résultat 2 portait sur le renforcement des capacités du ministère en charge de la décentralisation (MATCL) pour assurer ses missions dans la mise en œuvre du PNACT III, en particulier par rapport à la concertation avec les départements sectoriels sur le transfert des compétences et des ressources et sur l'amélioration de la qualité des services publics des Collectivités Territoriales (CT). Le nouveau résultat 2 a été re-centré uniquement sur la coordination intersectorielle en matière de transfert de compétences et

de ressources, conformément aux recommandations de l'évaluation à mi-parcours.

Le résultat 3 a également été modifié en diminuant les aspects de renforcement des capacités en matière de suivi-évaluation et en se concentrant plus sur les fonctions de planification, de diffusion de l'information et de pilotage, au vu non seulement du délai restant pour la mise en œuvre du projet (18 mois) mais aussi de la diminution de l'assistance technique (trois assistants techniques remplacé par une seule assistante technique)⁵.

L'accord d'Alger signé en mars 2015 a conduit le projet à proposer à la SMCL d'opérer quelques modifications additionnelles au DTF en février 2016

- Le résultat 1 a été légèrement modifié, avec la suppression du terme tutelle et la suppression de la tutelle a priori qui n'existe plus comme tel dans l'Accord, l'accentuation des activités visant à renforcer les performances des représentants de l'Etat sur l'appui-conseil et le contrôle,
- la modification du Résultat 3, afin d'y réinsérer le suivi-évaluation
- l'ajout d'un Résultat attendu supplémentaire (Résultat 4) libellé comme suit « l'architecture institutionnelle est réformée conformément à l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali ».

Bien que la SMCL ait accepté ces propositions de modifications, l'augmentation budgétaire envisagée dans ce cadre n'a finalement pas été approuvée par la Belgique. Les résultats attendus du DTF de février 2015 sont donc encore d'application.

⁵ L'ancien résultat 3 était libellé comme suit : « Le MATCL dispose des instruments efficaces et durables de coordination et de suivi/évaluation pour améliorer son leadership sectoriel ». Le nouveau résultat 3 est libellé de la manière suivante : « Les missions d'élaboration des politiques, de coordination et de pilotage sont mieux assurées ».

2 Résultats atteints

2.1 Matrice de monitoring

Résultats / Indicateurs	Valeur de référence (2010, 2011 ou 2013)	Cible finale (2016 ou 2017)	Valeur finale obtenue (2016 ou 2017)	Commentaires
IMPACT : Le pilotage stratégique de la politique nationale de décentralisation/déconcentration est amélioré au niveau régional et central				
Transfert des recettes budgétaires (fiscales) de l'Etat aux CT (%)	15,80	24,7 (2017)	18,3	Objectif non atteint mais pour première fois transfert autre que éducation et santé (agriculture, culture, urbanisme, mines, hydrauliques et équipement)
% de CT consultées se déclarant satisfaites des appuis des Services Techniques Déconcentrés de l'Etat	85,8	N.D.	57,4	Les deux résultats ne sont pas vraiment comparables car la méthodologie des deux études de satisfaction (CATEK et INSTAT) était différente ⁶ . La deuxième enquête ne fait aucune comparaison avec la première enquête. Le diagnostic qualitatif réalisé en décembre 2015 par le ministère, appuyé par le PAI, montre des résultats plus comparables à ceux de la deuxième enquête.
Résultats de la Politique sectorielle (1= très faible 2= faible 3= moyen 4= élevé)	2	2	3	Objectif atteint
OUTCOME : Les activités de planification, de gestion, de coordination, d'appui technique et de suivi-évaluation du MATD dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale de décentralisation/déconcentration sont opérationnelles, efficaces et durables.				
% de mise à disposition formulées par les CT effectivement satisfaites (effectivement réalisées) par les services déconcentrés	71%	95%	64%	Chiffre porte sur un échantillon très partiel car tiré du premier quadrimestre régional Ségou. Pas autre chiffre sectoriel disponible. En dehors d'un cercle qui a fait 110 demandes, les demandes des autres cercles ont été satisfaites (100%). Problème réel réside plus sur nombre de demandes (assez réduit) que leur réalisation. Indicateur ancien DCPND revu, avec ajout du dénominateur pour suivre évolution des demandes dans nouveau DCPND.
% de CT inspectées annuellement par la Tutelle	45% (deux régions) D.M. (national)	60%	77% (deux régions)	Nette augmentation depuis baseline sans atteindre cible et confirmée par diagnostic qualitatif réalisé en décembre 2015 dans 5 régions du pays.

⁶ Le type de personne enquêtées et l'échantillon sont différents dans les deux sondages.

Résultats / Indicateurs	Valeur de référence (2010, 2011 ou 2013)	Cible finale (2016 ou 2017)	Valeur finale obtenue (2016 ou 2017)	Commentaires
Niveau de mise en œuvre de l'Instruction N°08-0003/P-RM du 21 novembre 2008 relative aux Transferts de compétence et de ressources (1 = très faible 2=faible 3=passable 4=bon)	1	4	4	Progrès sensible sur niveau du transfert des compétences et de ressources avec 12 décrets de transferts sectoriels, un plan global de transfert, des transferts d'infrastructures, la décision de transfert des services déconcentrés niveau cercle et budget transféré 2017 en nette augmentation.
Qualité de la revue annuelle sectorielle du secteur décentralisation (1=très faible 2= faible 3=moyen 4=élevé)	2	4	3	La revue 2016 pour l'année 2015 a été rédigée en fonction des résultats attendus des différentes planifications mais pas toujours avec des indicateurs de résultats (Annuaire sort après la revue). Coquille dans le rapport annuel 2015 du PAI sur l'indicateur.
OUTPUT 1 : Le MATD a renforcé sa capacité d'améliorer la performance des représentants de l'Etat dans l'exercice de la Tutelle (assistance conseil et contrôle de légalité) des CT				
Niveau de mise en œuvre du plan de renforcement de la tutelle	1	3	3	Résultat atteint
Taux de déconcentration des RH du MATDRE	60,25%	62%	78%	Le chiffre 2016 ne prend en compte que les cadres du MAT (Etude déconcentration) et non de la Décentralisation suite à leur scission au moment de l'étude.
Taux de déconcentration financière du MATD	3,09%	15%	51,6%	L'objectif fixé par le Min. ne tient pas compte de la réalité de la déconcentration budgétaire dans les régions. Grâce au diagnostic, conscientisation sur importance déconcentration financière au niveau des régions.
OUTPUT 2 : La coordination intersectorielle est renforcée pour une mise en œuvre du transfert des compétences et des ressources de l'Etat aux Collectivités Territoriales				
Nombre de rencontres de concertation avec les départements sectoriels (comités technique)	D.M.	8	5	Objectif presque atteint
Nombre de textes réglementaires adoptés (nbre décrets fixant détail des compétences transférés)	3	13	12	Objectif presque atteint
Nombre de plans triennaux de transfert des compétences et de ressources	8 (2013)	19 (15)	15	Objectif atteint. Il existe 19 CADD mais certaines ne sont pas concernées par le plan de transfert (finances, justice, MAT, Relations extérieures)
OUTPUT 3 : Les missions d'élaboration des politiques, de coordination et de pilotage sont mieux assurées				
Système d'information sectoriel existant et	Très faible	Moyen	faible	Indicateur est resté dans le DTF de 2015 alors que résultat attendu

Résultats / Indicateurs	Valeur de référence (2010, 2011 ou 2013)	Cible finale (2016 ou 2017)	Valeur finale obtenue (2016 ou 2017)	Commentaires
opérationnel				et narratif ont enlevé l'appui au système d'info sectoriel (coquille DTF 2015 enlevé dans DTF 2016)
Existence d'un Document Cadre de Politique Nationale d'Administration du Territoire	0	1	1	Objectif atteint
Existence d'un Cadre de Dépenses à Moyens Termes (appelé maintenant DPPD)	0	1	1	Objectif atteint
Existence de groupes techniques thématiques	0	0	0	Objectif non atteint

2.2 Analyse des résultats

2.2.1 Dans quelle mesure l'intervention contribuera-t-elle à l'impact⁷ (impact potentiel) ?

Trois indicateurs d'impact ont été définis dans le DTF :

- 1) % du transfert des recettes budgétaires de l'Etat vers les CT ;
- 2) % de CT se déclarant satisfaites des Services Techniques Déconcentrés de l'Etat (STD), en ce compris les représentants de l'Etat qui représentent les STD du ministère en charge de l'administration territoriale et de la décentralisation
- 3) Résultats de la politique sectorielle.

En matière de transfert financier, l'intervention a et va encore contribuer à l'augmentation du transfert des ressources financières liées aux compétences transférées. Le transfert des recettes budgétaires de l'Etat (fiscales uniquement) est passé de 15,8% en 2011 à 18,3% pour le projet de loi de finances 2017.

L'augmentation n'est pas encore quantitativement très conséquente mais le % des recettes de l'Etat transféré aux CT devrait passer à 30% en 2018 selon le gouvernement, conformément à l'Accord de paix. L'appui de l'intervention a surtout permis de commencer à opérer un transfert financier sectoriel sur d'autres secteurs que la santé et l'éducation, et à diversifier le type de transfert (plus seulement sur les ressources humaines mais également sur le budget spécial d'investissement). En effet, un grand nombre d'actions, qui visait à renforcer la DGCT en matière de coordination intersectorielle sur le transfert des compétences et de ressources, mais aussi les Cellules d'appui à la Décentralisation et à la Déconcentration (CADD) ainsi que le dialogue avec le ministère des Finances, ont été organisées et ont permis un transfert financier dans les domaines de l'agriculture, de l'urbanisme, des mines, de l'hydraulique et de l'équipement et de la culture. Ces transferts financiers proposés pour 2017 dans le projet de loi de finances (novembre 2017) portent sur le Budget Spécial d'Investissement (BSI) et le transfert de ressources humaines.

Les différentes actions (appui technique, financement de réunions de coordination, financement de nombreux ateliers techniques ou de validation, missions d'inventaires des infrastructures), ont permis de passer de trois secteurs⁸ en cours de décentralisation (avec décrets fixant le détail des compétences transférés) à 12 secteurs⁹ ou sous-

⁷ Terminologie : Impact = Objectif général ; Outcome = Objectif spécifique ; Outputs = Résultats attendus

⁸ Education, santé et hydraulique.

⁹ Dont trois appuyés directement par l'intervention : assainissement (appui technique en 2011 avec décret en 2014), élevage (appui technique en 2011/2012 avec décret en 2015) et agriculture (appui technique en 2015 avec décret en 2016).

secteurs avec le détail des compétences fixés dans un décret et quatre avec un projet de décret dans le circuit gouvernemental. De nouveaux secteurs se sont ainsi lancés dans le processus de transfert.

Par ailleurs, le plan de transfert global validé par le Conseil des ministres en octobre 2016 a décidé de transférer aux Collectivités Territoriales les services déconcentrés dont les compétences ont été transférées - conformément à l'Accord de paix.

Mais pour arriver à l'objectif des 30% du transfert des recettes budgétaires pour 2018, le transfert devra s'opérer sur l'ensemble des secteurs avec un plan de transfert, aussi bien en termes de Ressources Humaines (RH) que d'investissements (Budget Spécial d'Investissement). **La poursuite des appuis au MATDRE et au Ministère des Finances, ainsi que l'appui à la synergie entre les deux ministères est donc essentielle pour l'année 2017.**

Concernant la contribution de l'intervention au renforcement de la tutelle (appui-conseil et contrôle), l'impact est quantitativement difficilement mesurable. En effet, deux enquêtes d'opinion ont été organisées en 2011 et 2015 mais la méthodologie est différente (importance pour la prochaine enquête d'avoir la même méthodologie). De manière qualitative, les résultats du diagnostic du Document Cadre de Politique Nationale de l'Administration du Territoire et du plan de déconcentration se rapproche plus des résultats de la deuxième enquête (un peu plus de 50% de satisfaits).

Si la contribution de l'intervention sur cette question est moins importante qu'en matière de transfert, le projet a permis de poser des jalons intéressants. L'élaboration du plan de renforcement de la tutelle par le ministère en charge de la décentralisation a été activement soutenue par l'intervention en 2011-2012, en synergie avec la GIZ. Par la suite, la vision du gouvernement sur la tutelle s'est encore précisée, avec cependant des changements importants :

Dès 2011, avec l'appui du projet, la suppression des contrôles a priori avait été discutée en interne à la DGCT. Cette réflexion s'est poursuivie, y compris lors des Etats Généraux de la Décentralisation, pour aboutir à une décision ACHEVE / CLOSED en ce sens, reprise également dans l'Accord d'Alger. La suppression de ce principe qui donne plus d'autonomie aux CT doit cependant encore être traduite dans la loi.

Dans cette optique, l'intervention a soutenu la participation de l'ensemble des directions du ministère ainsi que l'ensemble des CADD à la relecture du code des CT dans lequel cette suppression de la tutelle a priori est reprise. C'est dans cet esprit également que l'intervention a préféré soutenir la mise en œuvre de l'inspection annuelle des communes par les préfets, qui permet d'assurer un contrôle annuel des communes en même temps qu'un appui-conseil (capitalisation des rapports d'enquête annuel, ateliers d'échanges d'expériences, rapport type d'inspection au niveau régional). Enfin, le renforcement des capacités des sous-préfets a été privilégié et s'est concentré sur le renforcement des compétences liées à l'utilisation d'outils concrets lié à la planification annuelle, à l'appui-conseil et au contrôle, en prévision de la révision du code qui prévoit un contrôle/appui-conseil horizontal.

La mission de contrôle et d'appui-conseil des représentants de l'Etat doit cependant encore être améliorée, comme le montre la dernière enquête 2015 de satisfaction. En plus du plan de renforcement de la tutelle, le ministère dispose maintenant d'un projet de Document Cadre de Politique d'Administration du Territoire, d'une Stratégie de renforcement des ressources humaines et d'un projet de Plan de déconcentration. Il s'agit de politiques à moyen et long terme qu'il était important de définir et dont la mise en œuvre a été appuyée par le projet pendant quelques mois. Il s'agit maintenant de poursuivre leur mise en œuvre. Un début de mise en œuvre a été appuyé, notamment la

définition de descriptions de poste et d'un mécanisme d'évaluation des performances des représentants de l'Etat.

Enfin, s'agissant du dernier indicateur (Résultats de la politique sectorielle), il est difficilement mesurable. Le Document Cadre de Politique Nationale de Décentralisation (DCPND) précédent, accompagné d'un Plan National d'Appui aux CT (le dernier étant PNACT III) n'a pas fait l'objet d'une évaluation au vu du contexte et de l'urgence d'avoir un nouveau document de planification à la disposition du gouvernement après la crise. Par contre, l'actuel DCPND a été validé en février 2016 mais il est encore trop tôt pour en faire un bilan.

2.2.2 Dans quelle mesure l'outcome a-t-il été atteint ? Expliquez

Pour rappel, l'objectif spécifique ou « outcome » était lié au renforcement des capacités du ministère sur les fonctions génériques de planification, de gestion, de coordination et de suivi-évaluation dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale de décentralisation/déconcentration. « L'outcome » parle d'opérationnalité, d'efficacité et de durabilité des activités du ministère en la matière.

« L'outcome » a été partiellement atteint, avec des degrés d'avancement plus importants suivant les fonctions génériques stratégiques.

Les activités de planification du ministère ont atteint un degré d'opérationnalité, d'efficacité et de durabilité satisfaisant et visible. Le projet de Document Cadre de Politique Nationale de l'Administration du Territoire (DCPNAT), le Plan de renforcement de la Tutelle ont été appuyés directement par le projet, avec une méthode participative et un renforcement préalable des capacités en élaboration de politiques publiques et en Gestion axée sur les Résultats (GAR), sans appuis externes. L'intervention a également appuyé la finalisation des 43 indicateurs du DCPND.

Un appui externe a été donné pour la Stratégie de gestion des RH du MATDR et le projet de Plan de déconcentration, avec une méthodologie très participative et inclusive, y compris dans la récolte des données.

Un grand nombre d'activités ont renforcé les capacités des cadres du MATDRE dans les différentes fonctions de planifications stratégiques mais aussi opérationnelles. Par exemple, 285 sous-préfets ont été formés par l'intervention dans l'ensemble des régions du Mali aux différents outils liés à la planification selon une méthode de gestion axée sur les résultats : plan de travail annuel, plan de mise à disposition des Services Techniques Déconcentrés de l'Etat, rôle des sous-préfets dans l'élaboration des Plans de Développement Economiques, Sociaux et Culturels.

Par rapport au renforcement des fonctions de gestion et de contrôle, plusieurs activités ont permis aux différentes directions, dont la DGCT et la CPS, de renforcer leurs capacités, comme l'appui à la mise en place de base de données (base de données des fonctionnaires des CT, base de données de suivi des projets et programmes) ou l'appui à la réalisation de contrôle physique ou d'inventaires (contrôle physique des CT secteur administration territoriale, inventaires des infrastructures à transférer en partenariat avec les CADD agricultures, élevage et pêche et assainissement). Les fonctions de contrôle des représentants de l'Etat ont été renforcées via l'organisation d'activités de formations (deux régions appuyées) ou d'ateliers d'échanges d'expérience pour les préfets et les sous-préfets (ensemble du pays).

La fonction de gestion des ressources humaines a particulièrement été appuyée, avec toute une série d'activité planifiée dans le DTF. La mise en œuvre du plan de renforcement de la tutelle a également été appuyée, avec une forte augmentation du

nombre d'inspection annuel des CT (qui passe de 45 à 77%) et de bonnes pratiques relevées sur la qualité du rapport d'Inspection dans certains cercles, notamment à Sikasso, Koulikoro et Ségou.

Les fonctions de coordination et d'appui technique des directions (DGCT, DGAT DRH) et du Secrétariat Général ont été renforcées à travers de multiples activités:

- coordination intersectorielle sur le plan global de renforcement de la tutelle,
- coordination pour l'élaboration du diagnostic et l'élaboration du projet de plan de renforcement de la tutelle,
- élaboration des 15 plans de transfert sectoriels de transfert des compétences et de ressources,
- développement et relecture du projet de code des CT,

Mais faute d'une déconcentration plus importante des compétences, les hauts cadres du ministère sont submergés dans le quotidien et le niveau de participation et de représentativité dans les nombreuses réunions de coordination ne permet pas toujours de prendre les décisions nécessaires.

Quant aux fonctions de suivi-évaluation, après l'actualisation du DTF et la réduction de l'assistance technique long terme prévue (une ressource humaine dédiée devait être mobilisée à compte d'avril 2012 mais ne l'a jamais été) le degré de renforcement de cette fonction a été fortement réduit (ne figure plus dans le résultat attendu). Quelques activités prévues dans le dernier DTF ont cependant renforcé les fonctions de suivi-évaluation, comme

- l'installation d'une base de données de suivi des projets et programmes ;
- l'appui à la tenue d'une revue sectorielle rédigé pour la première fois en suivant les résultats attendus du projet ;
- l'appui à la production de deux annuaires qui suit les objectifs des budgets-programmes et inclut des indicateurs de performance ;
- L'appui à la finalisation des 43 indicateurs du DCPND et l'opérationnalisation du dispositif de suivi de la décentralisation dans la région pilote de Koulikoro.

Une revue sectorielle 2015 a donc été organisée en 2016 avec pour la première fois une présentation du rapport en fonction de la planification et des objectifs et résultats des différents départements. La mise en œuvre du dispositif de suivi-évaluation du DCPND a commencé avec quelques activités pilotes avec un appui technique et financier, comme l'organisation d'un atelier précisant les 43 indicateurs du DCPND, la récolte à titre pilote des données sur la région de Koulikoro sur le suivi de la décentralisation, avec la production d'un rapport régional sur la décentralisation, et ce à partir de la capitalisation des bonnes pratiques en la matière de la région de Ségou, appuyées par le Programme d'Appui à la Décentralisation et à la Réforme de l'Etat de la Région de Ségou.

Cependant, il existe encore une très grande instabilité des cadres du ministère et un manque de cadres avec un profil de base adéquat. Seule une réforme plus profonde passant par la mise en œuvre du plan de déconcentration et de la stratégie de gestion des ressources humaines peut durablement améliorer encore les compétences du ministère en la matière.

Trois indicateurs dans le cadre logique ont été proposés pour mesurer le niveau d'atteinte de l'« outcome » : le % de mise à disposition effectivement satisfaite ; le % des CT inspectés annuellement par la tutelle ; le niveau de mise en œuvre de l'Instruction de 2008 sur le transfert des compétences et de ressources et la qualité de la revue sectorielle.

L'analyse quantitative de l'indicateur « % de mise à disposition effectivement satisfaite » ne permet pas de tirer de conclusions définitives. En 2011, ce taux était de 77%¹⁰. En 2016, pour la région de Ségou, il est de 100%, excepté dans le cercle de Macina. Le diagnostic qualitatif réalisé sur le rôle des préfets et sous-préfets en décembre 2015 sur cinq régions de pays montre que le problème n'est pas tant l'absence de réponse des STD aux sollicitations des CT, mais plutôt le nombre assez réduit au niveau national de sollicitations des STDE de la part des CT, et ce pour plusieurs raisons, notamment la difficulté de payer les indemnités aux STDE. Ce problème sera partiellement résolu en 2017 avec la décision dans le plan de transfert de compétences et de ressources de transférer les services déconcentrés dont les compétences ont été transférées (mise à disposition permanente). Cette décision de transfert de services a déjà été traduite partiellement dans le projet de loi de finances 2017 (notamment pour l'agriculture et la culture, mais pas pour l'élevage par exemple).

Le plan global de transfert prévoit en outre que l'ensemble des compétences opérationnelles des services déconcentrés sectoriels soit transférées, l'Etat ne gardant plus que les compétences de pilotage stratégique, de réglementation, de suivi, de contrôle et parfois d'appui-conseil.

Une grande partie des services déconcentrés sera donc mise à dispositions des CT de manière permanente. Une étude en cours (Commissariat au développement sur financement PADRE/GIZ) sur la mise en œuvre du transfert des RH analyse les différentes modalités d'opérationnalisation de cette décision : mise à disposition permanente des RH aux CT, transferts dans la fonction publique territoriale, nouveau recrutement dans la fonction publique territoriale.

Le deuxième indicateur concernait le % de CT inspectées annuellement. L'évolution de l'indicateur (de 45 à 77%) tend bien à démontrer que les capacités des représentants de l'Etat en la matière ont augmenté, du moins dans les deux régions où les données sont disponibles (Ségou et Koulikoro). Il s'agit maintenant d'une activité régulière d'une majorité de préfets. Le projet a appuyé l'amélioration de la qualité du rapport d'inspection d'une commune dans deux régions (Koulikoro et Sikasso avec la rédaction d'un rapport type d'inspection sur base de la capitalisation des bonnes pratiques récoltées pendant le diagnostic établi à l'occasion du processus d'élaboration di Document Cadre de Politique Administration territoriale) et le renforcement des capacités des préfets et des services déconcentrés sous la coordination du préfet en la matière.

Le troisième indicateur portait sur le niveau de mise en œuvre de l'instruction de 2008 sur le transfert des compétences et de ressources est élevé et l'objectif pour cet indicateur est donc largement atteint : 12 décrets fixant le détail des compétences transférés ont été signés (dont 4 avec un appui direct du projet), un plan global de transfert des compétences et de ressources, 15 plans de transfert sectoriels, des décisions de transfert des RH des services déconcentrés dont les compétences ont été transférés actée dans la loi de finances 2017, des projets de décisions de transfert des infrastructures pour le secteur développement rural dans deux régions et des transfert des ressources financières (fonctionnement et BSI) dans la loi de projet de loi 2017 ont été activement soutenu par le projet.

Concernant la qualité de la revue sectorielle, celle-ci a augmenté, mais peut encore largement être améliorée : les activités sont présentées selon les résultats attendus des différentes planifications contrairement aux années précédentes mais la production trop tardive de l'annuaire statistique ne permet pas d'avoir suffisamment de données pour étayer les analyses, le rapport est encore trop descriptif et pas assez analytique, etc. Les

¹⁰ L'analyse affinée de cet indicateur qui est un indicateur de l'ancien PARRADER montre que la plupart des cercles affirment que l'indicateur est à 100% alors que l'enquête qualitative menée dans cinq régions montre que très souvent le système d'archivage pour comptabiliser cet indicateur est à améliorer.

PTFs enfin ont pu donner leur avis sur le rapport mais uniquement au cours d'une séance séparée. Le ministère réfléchit à une amélioration de la coordination avec les PTF's, notamment via une formalisation de la coordination des assistants techniques, afin d'élargir le dialogue politique à un dialogue plus technique.

2.2.3 Dans quelle mesure des outputs ont-ils été atteints ? Expliquez

Concernant le résultat 1 (amélioration des performances des représentants de l'Etat en matière d'appui-conseil de contrôle), le cadre logique prévoyait trois indicateurs de mesure : (1) le degré de réalisation du plan de renforcement de la tutelle, (2) le taux de déconcentration des RH du ou des Ministères en charge de la décentralisation et de l'Administration du territoire ; (3) le taux de déconcentration financière.

Le plan de renforcement de la Tutelle a été partiellement mis en œuvre. Le plan comportait 6 résultats attendus : (1) Cadre réglementaire organisant la mise à disposition des STDE simplifié ; (2) Cadre organique de la Représentation de l'Etat au niveau des régions est créé ; moyens de fonctionnement renforcés : (3) Programme de renforcement des capacités définis et mis en œuvre ; (4) Mécanisme de renforcement des capacités des représentants de l'Etat ; (5) Mécanisme de suivi-évaluation de l'exercice de la tutelle ; (6) Stratégie de mobilisation des PTF's mise en œuvre.

Concernant le cadre réglementaire, un arrêté interministériel N°2012/MTFP-MATCL-MEF-MRE du 12 janvier a précisé le décret N°96-084/P-RM déterminant les conditions et les modalités de mise à disposition des STDE. L'intervention a appuyé la diffusion du décret et le renforcement des capacités des représentants de l'Etat en la matière.

Les cadres organiques des services propres des régions, des cercles et des arrondissements ont été signés en décembre 2014. Cependant, le diagnostic du plan de déconcentration montre que si le cadre organique de la région est un peu plus rempli par rapport aux cadres A prévus, les cadres organiques des cercles et circonscriptions sont très loin d'être remplis.

Deux explications peuvent être données :

- D'une part les cadres organiques ont été rédigés sans que les besoins ne soient définis avec précision, sur base des missions et de la charge de travail que représente chacune d'entre elles. A titre pilote, cette évaluation a été conduite dans la région de Koulikoro et a montré que les besoins sont largement inférieurs aux moyens prévus dans le cadre organique.
- D'autre part, il n'existe pas de véritable politique d'incitation/obligation de travailler dans les zones difficiles. D'où la tendance du personnel à se concentrer dans les chefs-lieux de région et les régions les plus proches de Bamako. Des mesures d'incitation sont proposées dans le plan de déconcentration du MATDRE. Ce dernier n'ayant pas encore été adopté par le ministère, ces mesures n'ont pas encore été mises en œuvre. Par ailleurs, la coordination entre le ministère de la Fonction publique et les différentes RH sectorielle est encore trop administrative et pas assez opérationnelle.

Le plan de renforcement de la tutelle a été développé avec l'appui conjoint de la CTB et de la GIZ. Après la suspension de l'intervention, la GIZ a continué d'appuyer la mise en œuvre de ce plan : un plan national de renforcement des capacités sur la tutelle a été rédigé, ainsi que trois plans régionaux, qui ont été partiellement mis en œuvre : guide d'Inspection annuelle des communes, formation des préfets à l'utilisation du guide, etc. Lorsque l'intervention a redémarré, une capitalisation des bonnes pratiques a été réalisée en synergie avec la GIZ et a permis la rédaction d'un rapport type très détaillé

d'inspection des communes conforme au guide rédigé au cours d'un ateliers d'échanges des bonnes pratiques organisé à Ségou. Des ateliers d'échanges ont été organisés par la suite ou sont en cours dans certaines régions du pays : Koulikoro (CTB), Sikasso (CTB) Mopti, Kayes et Ségou (GIZ), suivie d'une formation nationale dans toutes les régions du pays pour l'ensemble des 285 sous-préfets sur les plans de mise à disposition des STDE et leur suivi et sur les fonctions d'appui-conseil aux CT (excepté pour les sous-préfets de Tombouctou, Kidal et Gao, où la formation a été annulée pour des raisons de sécurité).

A titre pilote, un mécanisme de suivi-évaluation des représentants de l'Etat en charge de la tutelle a été développé dans la région de Koulikoro en 2016. Un appui est encore nécessaire pour sa mise en œuvre et sa capitalisation pour étendre l'expérience au niveau national.

Quant à l'appui à la déconcentration des RH, le plan de renforcement de la Tutelle a notamment eu des effets sur la déconcentration régionale. Ainsi, le diagnostic sur la déconcentration des RH a permis de confirmer les chiffres du rapport annuel RH sur le taux de concentration : depuis le début de l'intervention, le taux de déconcentration des RH est passé de 62 à 78% (les 78% n'incluent pas l'ancien MDRE car à l'époque du diagnostic, les deux ministères n'étaient pas fusionnés). Même à 62%, le taux de déconcentration est déjà important. Les problèmes de déconcentration des RH ne sont donc pas liés à la déconcentration globale ou à la déconcentration du niveau national vers le régional, mais à la déconcentration du niveau régional vers les niveaux périphériques (cercles et arrondissement). Les constats nés de ce diagnostic ont beaucoup intéressé les cadres du Secrétariat Général et des services, centraux, mais sans la validation du plan de déconcentration accompagné d'un plan d'action prioritaire (le processus de validation des documents officiels au Mali est parfois lent), le projet n'a pu travailler que sur les aspects qualitatifs et non quantitatifs de la déconcentration des RH.

Le diagnostic a également mis l'accent sur des aspects importants de la gestion des RH non directement lié à la déconcentration, comme le vieillissement des RH et le fait que la politique de recrutement via l'Ecole Nationale d'Administration ne permet pas de combler les départs à la retraite. Le ministère a mis en place une commission de travail sur cette question, et plusieurs décrets sont en cours de validation, dont un décret qui permettra de recruter les représentants de l'Etat dans d'autres corps que le corps des administrateurs civils. La stratégie de gestion des RH rédigée et adoptée avec l'appui de l'intervention va également dans ce sens.

Pour la déconcentration financière, là encore, celle-ci est réelle et significative du niveau national au niveau régional, mais quasi-inexistante aux niveaux inférieurs et non connu par les bénéficiaires. Par ailleurs, elle ne porte que sur le budget ordinaire (lié au fonctionnement) et non sur le Budget Spécial d'investissement. L'intervention a permis de faire un premier pas en ce sens, et de stimuler une prise de conscience quant à cette problématique. En effet, avant le diagnostic du plan de déconcentration sur les aspects financiers, le chiffre officiel (3,9%) présenté dans le budget-programme montre que cet objectif n'était pas réellement suivi par la DFM. Le chiffre de 51,6 % reflète la réalité de la déconcentration financière du ministère. Pour calculer ce chiffre, un travail important de consolidation a dû être réalisé.

A côté des aspects de déconcentration financière, le projet de plan de déconcentration inclus au plan de travail du ministère pour 2016 permet d'obtenir un impact rapide en travaillant sur la mise en œuvre des aspects de déconcentration des compétences du projet de plan de déconcentration, avec un travail très pratique de relecture de textes réglementaires afin de déléguer certaines compétences aux niveaux inférieurs.

Trois indicateurs étaient liés au résultat 2 : (1) nbre de rencontres de concertation ; (2) nbre de textes réglementaires adoptés ; (3) nbre de plans de transfert sectoriels.

L'intervention a appuyé en 2016 cinq rencontres du comité technique de suivi de l'Instruction de 2008 sur le transfert des compétences et des ressources. En dehors des rencontres officielles du comité technique, l'intervention a appuyé de nombreux ateliers de concertation et de validation sur les textes réglementaires ou sur les plans de transfert, ainsi que des missions de terrains (inventaires, approfondissement réflexion sur niveau de transfert suivant capacités des collectivités territoriales), et ce dans plusieurs secteurs : agriculture, élevage, assainissement, culture, mines, foncier et urbanisme.

Le nombre de textes réglementaire adopté avec l'appui du projet (décret précisant le détail des compétences transférées) est au nombre de quatre : élevage, agriculture, assainissement et culture. Grâce à l'appui à l'agriculture, l'élevage et l'assainissement, le processus de décentralisation s'élargit, en plus des secteurs sociaux, au développement rural et au développement économique local. Quant à la culture, il s'agit d'un secteur qui peut avoir également un impact important pour le processus de paix et de réconciliation, notamment chez les jeunes.

L'intervention a appuyé le plan global de transfert et les plans de transfert sectoriels (15, dont 5 avec la DGCT sans consultance externe) qui sont maintenant cohérents avec le plan global et conforme à l'Instruction de 2008. L'intervention a particulièrement contribué au démarrage effectif du processus de décentralisation dans les secteurs de l'assainissement, de l'élevage et de l'agriculture, avec un appui technique et financier de proximité et hebdomadaire, voire quotidien de la DGCT et de la CADD agriculture. Dans le processus global, aux côtés de la DGCT, la CADD agriculture a joué un rôle de pilote important. Le secteur de l'agriculture a commencé le processus de transfert effectif avec la signature du décret précisant les compétences transférées en mai 2016, la rédaction et la validation du premier plan de transfert des compétences et de ressources dont la structure a servi de modèle pour la rédaction des autres plans de transfert coordonné et appuyé par la DGCT, qui a joué très activement son rôle de structure de pilotage du processus. Si le plan a permis de prendre des décisions directement effectives sur le transfert des compétences, le transfert des RH, le transfert des infrastructures, le dialogue Ministère des finances, Ministère en charge de la décentralisation et Ministères sectoriels les plus stratégiques doit encore être approfondi sur la question du transfert d'une partie du Budget Spécial d'Investissement. A cet égard, sur base d'un appui technique et d'un atelier réunissant l'ensemble des projets et programmes du secteur de l'agriculture, un plan de transfert budgétaire plus précis a permis de transférer un peu plus de 2 milliards de l'Etat vers les CT sur le BSI pour le secteur de l'agriculture dans le budget 2017. C'est sur base de cette méthodologie que le ministère des finances a préparé l'état K (transfert de l'Etat aux CT) du projet de loi de finances¹¹.

Des rencontres avec le Commissariat au Développement Institutionnel (CDI), le ministère des finances et les consultants en charge du Programme d'appui à la réforme des finances publiques, accompagné d'un appui technique, ont permis de mieux tenir compte des interactions indispensables entre la décentralisation et les autres piliers de la réforme de l'Etat (un chapitre décentralisation dans le programme de réforme des finances publiques, un Programme de Développement Institutionnel avec prise en compte du DCPND).

Concernant le résultat 3, plusieurs indicateurs étaient prévus dans le cadre logique : (1) existence d'un dispositif de suivi-évaluation de la décentralisation, (2) existence d'un Document Cadre de l'Administration du Territoire : (3) existence de groupes thématiques et (4) existence d'un Cadre de dépenses à Moyen Terme.

11

Concernant le dispositif de suivi-évaluation national, l'indicateur est resté dans le DTF révisé en février 2015 alors même que ce DTF ne prévoyait pas, en 18 mois, d'appuyer ce processus national qui constitue un objectif à moyen et long terme (largement expliqué dans le narratif). En effet, en début d'intervention, en 2011, une assistance technique permanente était bien prévue sur ce résultat – mais n'a jamais été mobilisée (du fait de la situation sécuritaire). Par conséquent, dans sa version de février 2015, le DTF avait réduit cet objectif et prévoyait que l'intervention ne travaille que sur le suivi des projets et programmes (base de données) et sur quelques indicateurs, mais non sur l'entièreté du dispositif.

Cette coquille n'a pas été corrigée car la version actualisée du DTF proposée et entérinée par la SMCL en 2016 prévoyait, suite à la décision du COMPAR de novembre 2015, d'ajouter une assistance technique et financière pour appuyer ce processus, ainsi qu'une augmentation de six mois de la durée opérationnelle de l'intervention. Cette augmentation budgétaire toutefois n'a finalement pas été octroyée – et l'intervention, dans sa planification 2016, a décidé de travailler en pilote sur le dispositif de suivi de la décentralisation de la région de Koulikoro. Les activités encore en cours devraient aboutir d'ici la fin du projet à la production d'un rapport annuel de suivi de la décentralisation dans la région de Koulikoro sur base d'une récolte des données de base.

Un projet de Document Cadre de Politique Nationale d'Administration du Territoire a été développé avec l'appui du projet avec une méthodologie de renforcement des capacités des cadres en interne, plus durable qu'avec un appui technique externe. Lié au report des élections communales en novembre 2015 et à l'organisation des élections de novembre 2016, la validation finale du document est prévue en Q1 2017 (retard lié à l'organisation des élections).

Si le MDRE a organisé de nombreuses réunions de coordination, y compris avec les PTF's, **le ministre n'était pas favorable à l'organisation de groupes thématiques, préférant en lieu et place que les différentes réunions générales de coordination abordent les thématiques les plus prioritaires** comme les autorités intérimaires, la régionalisation, le contrôle physique des fonctionnaires des CT, dans le cadre de séances plénières. Cette approche peut parfois aboutir à des résultats plus concrets que la formalisation du dialogue en sous-commissions qui peut s'avérer parfois trop administratif et stérile. Un effort devrait cependant être consenti afin que les échanges nationaux-régionaux-PTF's soient davantage étayés par le dispositif de suivi-évaluation prévu dans le document cadre de politique nationale de décentralisation, notamment sur le plan quantitatif mais aussi qualitatif (par exemple par l'organisation de rencontres thématiques ad hoc).

Enfin, concernant le CDMT sectoriel (actuellement le Document Programmatique Pluriannuel des Dépenses), l'intervention s'est adaptée à la réforme des finances publiques en cours basé sur les directives UEMOA. Les DFM du secteur n'ayant pas reçu encore de modèle type de la part du ministère des finances, un appui technique a été donné au Min. Fin. Par rapport à la finalisation du modèle-type rédigé sur base d'un pilote avec le Min. des finances.

2.2.4 Dans quelle mesure des outputs ont-ils contribué à l'atteinte de l'outcome ?

Point déjà traité dans le 2.2.2 et 2.2.3 car l'analyse a systématiquement porté à la fois sur l'atteinte de l'outcome et sur les produits ou outputs réalisés avec l'appui du projet.

2.2.5 Appréciez les principaux facteurs d'influence. Quels ont été les enjeux majeurs rencontrés ? Comment l'intervention les a-t-elle pris en compte ?¹²

L'ensemble des facteurs d'influence ont bien été abordé dans le contexte, y compris la réactivité du projet par rapport au contexte. Voici encore quelques précisions sous forme d'un tableau.

Résultats	Enjeux majeurs rencontrés	Adaptabilité de l'intervention
R1. Renforcement de la Tutelle sur les CT	Suppression du contrôle de légalité a priori dans l'accord de paix et plusieurs interprétations quant aux rôles acteurs impliqués dans le contrôle de légalité a posteriori (tribunaux et représentants de l'Etat) et son étendue, avec suppression du terme tutelle.	Réorientation de l'intervention : 1. Suppression du terme tutelle dans le R1 du dernier DTF 2015 ; 2. Réorientation des activités de renforcement des capacités plus orienté sur le contrôle annuel que le contrôle de légalité en attendant le vote du projet de code des CT 3. Appui de l'intervention au renforcement de l'approche participative dans l'élaboration du projet de code des CT
R2. Transfert des compétences et de ressources	1. Conditionnalités appui budgétaire comprennent production d'un plan global de transfert des compétences et de ressources et un % précis sur transfert financier n 2017 2. Priorité du gouvernement et conditionnalité sur contrôle physique des fonctionnaires des CT	1. Appui du projet au plan global de transfert en plus des trois plans sectoriels prévus. 2. Le DTF prévoyait plutôt un renforcement des cadres de concertation de la gestion des fonctionnaires des CT. Le contrôle physique a paru plus prioritaire et a reçu un appui financier important de l'intervention, avec une AT UE.

2.2.6 Appréciez les résultats inattendus, tant positifs que négatifs

Voici à titre illustratif quelques résultats non prévus par le DTF :

- Concernant la politique de décentralisation, l'engagement dans l'Accord d'Alger de transférer 30% des recettes budgétaires (fiscales) de l'Etat a été un résultat positif. La crise politico-sécuritaire du pays a certainement permis de redynamiser le processus de décentralisation qui a été considéré comme une des réponses au conflit. Sur le moyen terme, il s'agit d'une opportunité qui pourrait conduire à un transfert financier plus important que prévu. L'intervention a utilisé cette opportunité.
- Le plan global de transfert plutôt qu'un appui aux différents secteurs a permis une redynamisation du travail d'un grand nombre de CADD, ce qui n'était pas prévu au départ par l'intervention.
- L'engagement dans l'Accord de paix de transférer 30% des recettes budgétaires

¹² Ne mentionnez que les éléments non compris dans le point 1.1 (Contexte), le cas échéant.

de l'Etat a été un résultat positif. La crise politico-sécuritaire du pays a certainement permis de redynamiser le processus de décentralisation qui a été considéré comme une des réponses au conflit.

- Le DTF ne prévoyait pas de synergies particulières avec les autres secteurs appuyés par la Belgique, l'élevage en particulier. Des synergies ont été mises en place dès le début du projet en particulier avec le projet d'appui au Zébu Maure (PRODEZEM) qui ont permis d'aboutir à des résultats plus rapides et importants dans ce secteur, notamment un début de réflexion sur le transfert d'une partie du BSI, mais aussi avec le PRODEFA (appui technique à la délégation de gestion et à l'officialisation du transfert des infrastructures de l'Etat vers les CT dans la région de Sikasso) et le projet CONFIDES.
- Concernant la politique d'administration du territoire et la politique de déconcentration, on peut regretter la nomination encore en 2016 de sous-préfets non hautement qualifiés (cadres B) alors que les processus en cours d'élaboration de ces deux documents insistaient, à la fois dans le diagnostic mais aussi dans les mesures à prendre, sur la perte de crédibilité des sous-préfets, notamment du fait de leur sous-qualification (plus de 50% sont des cadres B), notamment au regard de la qualification des secrétaires généraux de Mairie. La formation organisée par l'intervention a certes renforcé leurs capacités, mais la question du profil reste déterminante. Les décrets en cours de validation, en ouvrant le « métier » à d'autres corps que celui de l'administration civile, devrait permettre dans le futur de nommer des cadres avec un profil plus adéquat.

2.2.7 Appréciez l'intégration des thèmes transversaux dans la stratégie d'intervention

L'intervention ne comportait pas d'indicateurs genre. Par contre, dans le processus de renforcement des capacités, une place privilégiée a été accordée aux femmes.

Le DTF de février 2015 ne comportait plus d'indicateur spécifique à l'environnement mais les choix stratégiques sur les secteurs à appuyer en particulier au cours de l'ensemble de l'intervention ont tenu compte de l'environnement. L'intervention a travaillé en étroite collaboration avec l'assistance technique financé par la Belgique en appui au Centre d'Enfouissement Technique, qui s'est transformé, avec l'appui de l'intervention, en projet d'appui à titre pilote de la commune de Sikasso en matière de gestion des déchets solides. L'environnement, en particulier l'assainissement, y compris la gestion des déchets solides a été le premier secteur appuyé par la DGCT et l'intervention concernant le processus de transfert des compétences et des ressources et cet appui périodique a bien abouti à plusieurs produits importants dans le processus, en synergie avec l'assistance technique assainissement: décret précisant le transfert des compétences en matière d'assainissement (appuyé par l'intervention avec assistance technique de proximité, ateliers techniques à Ségou et Bamako, atelier de validation final à Sikasso) ; plan de transfert sectoriel ; inventaires des infrastructures à transférer dans deux régions, y compris Koulikoro, implication de deux sous-préfets et du préfet de Koulikoro dans le processus d'élaboration de la Stratégie communale d'Assainissement de la ville de Sikasso, notamment avec un renforcement des capacités des acteurs locaux dans la compréhension du rôle de chaque partie prenante dans le processus.

2.2.8 Dans quelle mesure le M&E, les activités de backstopping et/ou les audits ont-ils contribué à l'atteinte des résultats ? Comment les recommandations ont-elles été prises en considération ?

Le tableau de bord trimestriel et le rapport annuel ont régulièrement permis de faire un bilan sur les résultats atteints et de réorienter certaines actions en vue d'atteindre les résultats.

L'évaluation à mi-parcours a été réalisée dans un contexte particulier en 2013, au moment où l'intervention était encore suspendue.

A cette époque, l'actualisation du DTF était déjà en discussion, et l'évaluation à mi-parcours a fait deux recommandations majeures :

- Se concentrer sur les deux thématiques prioritaires d'appui au transfert des compétences et de ressources ;
- Utiliser l'intervention comme une chambre de réflexion et de planification stratégique ;
- Utiliser l'intervention pour diffuser l'information.

Le DTF actualisé mais aussi la mise en œuvre de la dernière phase du projet a bien tenu compte de ces recommandations. Les résultats 2 et 3 ont été rédigés sur cette base. Par ailleurs, dans la phase de mise en œuvre actualisée, l'assistance technique s'est concentrée sur le transfert des compétences et de ressources et sur les documents de planification stratégique du (des) ministères en charge de la décentralisation et de l'administration du Territoire.

3 Durabilité

3.1.1 Quelle est la viabilité économique et financière des résultats de l'intervention ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Viabilité/durabilité économique et financière	Risques potentiels	Mesures prises
R1. Renforcement Représentants de l'Etat	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le projet de code des CT prévoit un changement majeur des fonctions des sous-préfets alors que interventions importantes dans renforcement capacités sous-préfets 2. Mise en œuvre du plan de déconcentration 	<p>Les modules de formations prévoient de parler de la fonction de contrôle au moment de l'élaboration des PTA.</p> <p>Discussion de l'intervention sur importance continuation du renforcement des capacités des représentants de l'Etat dans les 2 nouveaux projets prévus à partir de 2017 (Gouvernance locale et renforcement des Capacités Koulikoro) ainsi que dans le projet en discussion sur Etat civil.</p> <p>Accord avec l'assistance technique de la France pour continuer l'appui au pilotage du processus</p>
R2. Coordination du transfert des compétences et de ressources	Pas de continuation du dialogue Min. Finances – MATDRE sur le transfert financier	<p>Dossier appuyé par 4 PTF's différents avec étude en cours financée par UE sur transfert financier.</p> <p>Si pas appuyé, veiller à ce que le futur projet Gouvernance locale Koulikoro continue à suivre ce dossier, avec appui éventuel à un dialogue en comité restreint.</p>

3.1.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et perdurera-t-elle au terme de l'assistance externe ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Institution ciblée	Degré appropriation	Mesures prises
DGCT	Degré d'appropriation élevé des deux sous-directions impliquées dans la mise en œuvre de l'intervention, sans changements majeurs des RH responsables des dossiers	N.A.
DGAT	Degré d'appropriation élevé des cinq cadres mis à la disposition de la direction mais deux cadres ont été réaffectés et risque important de réaffectation des autres	<p>Plus grande implication du sous-directeur dans les activités afin de ne pas perdre les résultats obtenus</p> <p>Continuation du suivi des cadres A nommés sous-préfets et implication de ces cadres dans formation sous-préfets</p>

Institution ciblée	Degré appropriation	Mesures prises
DRH	L'ensemble des jeunes cadres A ont demandé leur réaffectation comme sous-préfets	Idem, avec plus grande implication et appui direct au directeur
CPS	Départ du cadre le plus impliqué dans annuaire statistique.	Passation avec cadres restants Implication plus grande services déconcentrés régionaux dans le suivi sectoriel, de la décentralisation en particulier.

3.1.3 Quels ont été le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Pas d'appui politique fourni directement au projet. Pas nécessaire au vu de la très bonne communication entre Secrétariat général du Ministère et le Ministère et avec les conseillers du Ministre, y compris extérieur.

3.1.4 Dans quelle mesure l'intervention a-t-elle positivement contribué à la capacité institutionnelle et de gestion ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Il s'agit d'un projet d'appui institutionnel. Voir l'Outcome et les Résultats attendus.

Apprentissage

3.2 Enseignements tirés

- Préférer un appui à un ministère en charge de missions spécifiques plutôt qu'un appui à un ministère donné, vu le nombre important de changements institutionnels dans ce secteur ;
- Importance de l'appui technique de proximité à privilégier à l'appui technique court terme externe dans ce contexte ;
- Des changements importants de vision de la décentralisation sont possibles avec un projet institutionnel de ce type, y compris dans les ministères sectoriels.
- Rester ambitieux mais réaliste au moment de l'élaboration du DTF ;
- Privilégier dans ce type d'intervention le renforcement de modes de gestion (décentralisation et déconcentration) les synergies avec les projets sectoriels opérationnels.
- Importance d'un projet d'appui institutionnel pour parvenir à des changements de politiques, diffuser l'information et capitaliser les expériences des projets opérationnels sur le terrain.
- Importance des activités pilotes pour impulser les autres parties prenantes.

3.3 Recommandations

Recommandation	Source	Public cible
Continuer à approfondir les synergies MATDRE/Min. Finances pour continuer le processus de transfert des ressources.	Chapitre Output/Résultat 2	MATDRE (DGCT), Min. FIN (DGB et Direction planification) et PTF's
Prévoir une activité ou des activités d'appui au dialogue sectoriel sur transfert ressources fin. dans les prochaines interventions de la CTB.	Chapitre Impact	CTB
Continuer dans les interventions sur la région de Koulikoro la mise en œuvre de la stratégie de gestion des Ressources humaines et le plan de déconcentration (surtout aspects RH), à partir de l'expérience pilote sur un cercle et un arrondissement (organigramme, description de postes, évaluation de la performance,...) et capitaliser l'expérience.	Chapitre Output/Résultat 1	CTB, MATDRE (DGAT, DRH et gouvernorat Koulikoro)
Continuer l'appui à la mise en œuvre des plans de transfert sectoriel, en particulier l'appui aux délégations de gestion dans les secteurs où les transferts sont effectifs	Chapitre Output/résultat 2	MATDRE (DGCT), CTB (RR et PAI CT) et autres PTF's

Recommandation	Source	Public cible
Continuer à appuyer le processus de mise en œuvre du projet de plan de déconcentration sur les aspects déconcentration des compétences, avec un dispositif de délégation de gestion sur base des tableaux de fonctions et sous-fonctions et de petits changements réglementaires	Chapitre Résultat 1	MATDRE (DGAT et CADD) et PTF's
Poursuivre l'appui au suivi du dispositif de suivi-évaluation de la décentralisation dans l'ensemble du pays, et à Koulikoro en particulier		MATDRE (DGCT et CPS) et services déconcentrés (gouvernorat, préfectures et Direction régionales en charge de la Planification et de la Statistiques.
Prévoir une continuation du renforcement des capacités des cadres centraux en appui aux cadres régionaux dans le futur projet de renforcement des capacités dans la région de Koulikoro.	Chapitre Résultat 3	MATDRE et CTB

PARTIE 2 : Synthèse du monitoring (opérationnel)

4 Suivi des décisions prises par la SMCL

*Faites rapport sur le suivi des décisions. Fournissez un aperçu des **décisions stratégiques importantes** prises par la SMCL durant l'intervention (n'incluez pas les décisions de moindre importance). Ensuite, décrivez comment l'intervention a suivi ces décisions. Ces décisions peuvent également provenir des recommandations retenues par la SMCL à la suite de rapports des résultats, MTR, backstoppings, audits et évaluations finales (ETR). Cela devrait normalement constituer un copier-coller du monitoring opérationnel mis à jour de l'intervention.*

N°	Décision (D) / Recommandations ®	Période d'identification (mmm.aa)	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement	Statuts
1	Approbation du rapport annuel 2015	16/02/2016	Réunion SMCL	Membres SMCL	Pas d'action à mettre en œuvre	N.A.	N.A.		ACHEVE / CLOSED
2	La SMCL recommande aux différentes directions avec des besoins spécifiques en assistance technique supplémentaire pour parvenir aux résultats attendus de formuler leurs besoins et demande au projet et à la représentation de la CTB afin de continuer à explorer les voies et moyens pour augmenter l'assistance technique du projet sans pour autant toucher aux moyens généraux déjà prévus dans le projet.	16/02/2016	Réunion SMCL	Réunion SMCL	1. Demande d'un AT junior pour le suivi-évaluation basé à la CPS 2. Demande d'un expert basé à la DRH pour la mise en œuvre de la stratégie RH et d'une partie du plan de déconcentration sur fonds du projet Renforcement des capacités	Resp. Projet et RR	30/12/2016	1. la demande pour le junior a été refusée par le siège 2. La RR tient compte de cette demande dans la formulation/mise en œuvre du programme renforcement des capacités mais nouveau programme exclusivement centré sur région Koulikoro	ACHEVE / CLOSED

N°	Décisions/Recommandations	Période d'identification	Source	Act.	Action(s)	Resp.	Deadline	Statuts
3	La SMCL a approuvé la demande de modification budgétaire comme présentée dans le document de la session.	Décembre -15	PV SMCL et demande modification budgétaire	SMCL	Pas d'action spécifique. Planification 2016 conforme à la modification budgétaire.	UCAT	31/01/2016	ACHEVE / CLOSED
4	La SMCL sollicite l'implication du département pour débloquer la contrepartie malienne qui doit couvrir certains frais de fonctionnement du projet, liés entre autres à l'utilisation des véhicules mis à la disposition de la CPS et de l'Inspection de l'Intérieur et engage	Décembre -15	PV SMCL	SMCL	Implication de la CPS pour demander cet appui au PAI MATD dans le BSI	CPS	01/08/2016	Pas d'appui du PAI MATDRE dans le BSI. ACHEVE / CLOSED

N°	Décisions/Recommandations	Période d'identification	Source	Act.	Action(s)	Resp.	Deadline	Statuts
	la CPS pour le suivi.							
5	La SMCL recommande la mise en œuvre du plan de formation du secteur administration dans le cadre du processus de renforcement des capacités des représentants de l'Etat.	Décembre -15	PV SMCL	UCAT	Préparer les avis de manifestation d'intérêt pour formations sous-préfets dans ensemble régions pays	UCAT	31/12/2016	ACHEVE / CLOSED.
					Dépouiller les manifestations d'intérêt et signature PV d'ouverture	UCAT	15/02/2016	ACHEVE / CLOSED
					Réaliser les formations	Prest.	30/06/2016	ACHEVE / CLOSED
6	La SMCL approuve la mise à disposition des deux véhicules prévus pour la CPS et l'Inspection de l'Intérieur, sous réserve du respect des conditions d'utilisation de la CTB.	Décembre -15	PV SMCL	UCAT	Rédiger les Conventions de mise à disposition et les soumettre aux bénéficiaires	UCAT	28/02/2016	ACHEVE / CLOSED
7	La SMCL a approuvé la planification financière 2015 du PAI/MATD.	déc-15	PV SMCL	UCAT	L'approbation ne demande pas d'activités spécifiques.	–	–	ACHEVE / CLOSED
						–	-	
8	La SMCL recommande de prendre attache avec chaque service pour consolider la planification 2015 afin de prioriser/maximiser la mobilisation des ressources en 2015.	mars-15	PV SMCL	UCAT	Réunions de travail par service pour prioriser les activités 2015	UCAT	15/07/2015	ACHEVE / CLOSED

5 Dépenses

Aperçu des dépenses à la date du 22/02/17

Budget vs Actuals / Commitments (Year to Date) of MLI0903211

Project Title : **Appui institutionnel au MATCL pour le pilotage stratégique de la décentralisation et déconcentration au Mali**
 Budget Version: **H02**
 Currency : **EUR**
 YtD : **Report includes all valid transactions, registered up to today**
 Comm. Balance : **The remaining balance of the registered commitments**

	Status	Fin Mode	Amount	TtD expenses	Balance	Comm. Bal.	Est. Balance	%	% Est
A RENDRE OPÉRATIONNEL, EFFICACE ET DURABLES LES ACTIVITÉS DE			2.150.014,64	1.926.591,66	223.422,98	108.106,69	115.316,29	90%	95%
01 Résultat1 : le MATCL a renforcé sa capacité d'améliorer la performance			836.291,56	748.859,85	87.431,71	66.459,74	20.971,97	90%	97%
01 Renforcer et accompagner l'opérationnalisation du cadre juridique des pools		COGES	359.859,97	316.938,38	42.921,59	23.172,25	19.749,34	88%	95%
02 Appuyer la DNI et la CADD dans sa gestion interne, son évolution		COGES	289.168,05	244.415,53	44.752,52	43.287,49	1.465,03	85%	99%
03 Renforcer les capacités de l'Inspection de l'Intérieur dans sa mission de		COGES	93.300,42	93.542,82	-242,40	0,00	-242,40	100%	100%
04 Appui Technique au Résultat 1		REGIE	93.963,12	93.963,12	0,00	0,00	0,00	100%	100%
02 Résultat 2. Les capacités techniques du MATCL sont durablement			731.344,81	706.811,36	24.533,45	20.693,98	3.839,47	97%	99%
01 Appuyer la DNCT dans son évolution institutionnelle en matière de gestion		COGES	36.659,08	36.659,09	-0,01	0,00	-0,01	100%	100%
02 Opérationnaliser la concertation et la collaboration avec les départements		COGES	400.374,82	375.841,36	24.533,46	20.693,98	3.839,48	94%	99%
03 Appuyer et renforcer les capacités des cadres de la DNCT pour		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%	7%
04 Appui Technique au Résultat		REGIE	274.686,15	274.686,15	0,00	0,00	0,00	100%	100%
05 Appuyer le dialogue avec le MEF en vue de donner aux CT les moyens pour		COGES	19.624,76	19.624,76	0,00	0,00	0,00	100%	100%
03 Résultat 3. Le MATCL dispose des instruments efficaces et durables de			582.378,27	470.920,45	111.457,82	20.952,97	90.504,85	81%	84%
01 Renforcer la gestion interne de la CPS et ses relations fonctionnelles avec		COGES	188.643,73	185.594,74	3.048,99	0,00	3.048,99	98%	98%
02 Renforcer la fonctionnalité d'un système de gestion d'information sectorielle		COGES	11.733,15	11.733,15	0,00	0,00	0,00	100%	100%
03 Accompagner et améliorer la coordination sectorielle		COGES	242.598,82	134.189,99	108.408,83	20.952,97	87.455,86	55%	64%
04 Appui Technique au Résultat		REGIE	87.214,98	87.214,98	0,00	0,00	0,00	100%	100%
05 Renforcer les savoir-faire des membres du Secrétariat Général et du Cabinet		COGES	52.187,59	52.187,59	0,00	0,00	0,00	100%	100%
X RÉSERVE BUDGÉTAIRE (MAX 5% * TOTAL ACTIVITÉS)			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%	7%
01 Réserve budgétaire			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%	7%
01 Réserve budgétaire COGESTION		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%	7%
02 Réserve budgétaire REGIE		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%	7%
		REGIE	1.783.163,49	1.669.490,18	113.673,31	78.525,93	35.147,38	94%	98%
		COGEST	1.716.836,51	1.491.151,19	225.685,32	110.591,61	115.093,71	87%	93%
		TOTAL	3.500.000,00	3.160.641,37	339.358,63	189.117,54	150.241,09	90%	96%



Budget vs Actuals / Commitments (Year to Date) of MLI0903211 Printed on maandag 20 februari 2017

page: 1

Budget vs Actuals / Commitments (Year to Date) of MLI0903211

Project Title : **Appui institutionnel au MATCL pour le pilotage stratégique de la décentralisation et déconcentration au Mali**
 Budget Version: **H02**
 Currency : **EUR**
 YtD : **Report includes all valid transactions, registered up to today**
 Comm. Balance : **The remaining balance of the registered commitments**

	Status	Fin Mode	Amount	TtD expenses	Balance	Comm. Bal.	Est. Balance	%	% Est
Z MOYENS GENERAUX			1.349.985,36	1.234.049,71	115.935,65	81.010,85	34.924,80	91%	97%
01 Frais de personnel			1.044.834,19	974.055,23	70.778,96	40.850,78	29.928,18	93%	97%
01 Assistance technique et gestion		REGIE	946.418,29	889.284,67	57.133,62	29.549,04	27.584,58	94%	97%
02 chauffeur		REGIE	61.787,76	55.705,48	6.082,28	5.059,40	1.022,88	90%	98%
03 Primes et indemnités fonctionnaires affectés au projet		COGES	22.686,12	20.423,78	2.262,34	2.484,92	-222,58	90%	101%
04 Assistant comptable encodeur		REGIE	13.942,02	8.641,30	5.300,72	3.757,42	1.543,30	62%	89%
02 Investissements			84.773,43	84.773,43	0,00	0,00	0,00	100%	100%
01 Véhicules		REGIE	29.080,09	29.080,09	0,00	0,00	0,00	100%	100%
02 Equipement bureau		REGIE	30.157,85	30.157,85	0,00	0,00	0,00	100%	100%
03 Equipement IT		REGIE	14.890,89	14.890,89	0,00	0,00	0,00	100%	100%
04 Aménagements du bureau		REGIE	10.644,60	10.644,60	0,00	0,00	0,00	100%	100%
03 Frais de fonctionnement			118.897,65	113.740,95	5.156,70	160,07	4.996,63	96%	96%
01 Bureau		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%	7%
02 Services et frais de maintenance		REGIE	4.473,31	4.153,17	320,14	0,00	320,14	93%	93%
03 Frais de fonctionnement des véhicules		REGIE	59.368,80	54.502,65	4.866,15	0,00	4.866,15	92%	92%
04 Communication		REGIE	17.954,55	17.506,43	448,12	160,07	288,05	98%	98%
05 Fournitures de bureau		REGIE	21.034,89	21.509,54	-474,65	0,00	-474,65	102%	102%
06 Missions		REGIE	7.788,73	7.788,73	0,00	0,00	0,00	100%	100%
07 Autres frais de fonctionnement		REGIE	8.277,37	8.280,43	-3,06	0,00	-3,06	100%	100%
04 Audit et Suivi et Evaluation			101.479,54	61.479,54	40.000,00	40.000,00	0,00	61%	100%
01 Frais de suivi et évaluation		REGIE	76.084,95	41.084,95	35.000,00	35.000,00	0,00	54%	100%
02 Audit		REGIE	20.322,52	15.322,52	5.000,00	5.000,00	0,00	75%	100%
		REGIE	1.783.163,49	1.669.490,18	113.673,31	78.525,93	35.147,38	94%	98%
		COGEST	1.716.836,51	1.491.151,19	225.685,32	110.591,61	115.093,71	87%	93%
		TOTAL	3.500.000,00	3.160.641,37	339.358,63	189.117,54	150.241,09	90%	96%



Budget vs Actuals / Commitments (Year to Date) of MLI0903211 Printed on maandag 20 februari 2017

page: 2

Budget vs Actuals / Commitments (Year to Date) of MLI0903211

Project Title : **Appui institutionnel au MATCL pour le pilotage stratégique de la décentralisation et déconcentration au Mali**
 Budget Version: **H02**
 Currency : **EUR**
 YtD : **Report includes all valid transactions, registered up to today**
 Comm. Balance : **The remaining balance of the registered commitments**

	Status	Fin Mode	Amount	TtD expenses	Balance	Comm. Bal.	Est. Balance	%	% Est
03 Backstopping CTB		REGIE	5.072,07	5.072,07	0,00	0,00	0,00	100%	100%
99 Conversion rate adjustment			0,55	0,56	-0,01	0,00	-0,01	102%	102%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,55	0,56	-0,01	0,00	-0,01	102%	102%
99 Conversion rate adjustment		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?	?

	REGIE	1.783.163,49	1.669.490,18	113.673,31	78.525,93	35.147,38	94%	96%
	COGEST	1.716.836,51	1.491.151,19	225.685,32	110.591,61	115.093,71	87%	93%
	TOTAL	3.500.000,00	3.160.641,37	339.358,63	189.117,54	150.241,09	90%	96%



Budget vs Actuals / Commitments (Year to Date) of MLI0903211 Printed on maandag 20 februari 2017

page: 3

Liste des engagements en équivalent EURO non encore payés										Planning de décaissement			
N° ligne	Date de la signature	Référence de l'engagement (Commande /contrat)	Nature de l'engagement	Etape du processus	Régie / Cogestion	Ligne budgétaire	Montant total	Montant payé	Montant à payer	févr-17	mars-17	avr-17	Solde
1	27/07/2016	Contrat N°001/07/2016/DC-PAI DGMP/DSP2016 : 00481	Formation des Sous-Préfets en planification et suivi selon la GAR	PV évaluation signé. Attente de l'ANO de la CTB	Cogestion	A-01-01	57 930,63	34 758,38	23 172,25		23 172,25		0,00
2	21/09/2016	N°001/09/2016/DRPCR-PAI	Mise en place de description de poste et d'un système de suivi-évaluation de la performance des Représentant de l'Etat dans la Région de Koulikoro	Contrat signé et réalisation en cours	Cogestion	A-01-02	22 030,00		22 030,00	22 030,00			0,00
3	18/12/2015	001/12/2015/PAI-MAT	Edition et publication d'un recueil des Textes de base	En cours de validation par le ministère	Cogestion	A-01-02	21 257,49		21 257,49		21 257,49		0,00
4	18/11/2016	N°003/11/2016/DRPCR-PAI	Edition des outils de communication liés à la décentralisation	En cours d'exécution	Cogestion	A-02-02	18 995,15	5 698,54	13 296,60		13 296,60		
5			Solde non justifié du budget initial de contrôle technique des fonctionnaires des CT (Mopti, Koulikoro, Ségou et Sikasso)	Avances non enregistrées dans le FIT	Cogestion	A-02-02	7 397,38		7 397,38		7 397,38		0,00
6	26/07/2016	N° 001/07/2016/DRPCR-PAI	Conception de la base des données de suivi des projets et programmes de la CPS-ATFPS	En cours	Cogestion	A03-03	13 236,39	3 970,92	9 265,47		9 265,47		0,00
7	14/10/2016	N°002/10/2016/DRPCR-PAI	Relance de la base OISE et récolte des données à titre pilote dans la région de Koulikoro (2014 et 2016)	En cours	Cogestion	A03-03	6 660,90	6 660,90	0,00		0,00		
8			Edition Annuaire Statistique 2015 CPS-ATFPS		Cogestion	A03-03	4 573,47		4 573,47	4 573,47			
9	18/11/2016	N° 002/11/2016/DRPCR-PAI	Classement et Archivage DGCT	En cours	Cogestion	A-03-03	11 990,12	4 876,08	7 114,03		7 114,03		0,00
10			Contrat Coresponsable Véronique PARQUE	Fin contrat en février 17	Régie	Z-01-01	22 147,78		22 147,78	12 147,78	10 000,00		0,00
11	15/07/2015		Contrat de travail RAF Karim CAMARA	févr-17	Régie	Z-01-01	7 401,26		7 401,26	1 380,46	1 380,46	4 640,35	0,00
12	07/11/2007		Contrat de travail Chauffeur Drissa DIALLO	févr-17	Régie	Z-01-02	3 407,54		3 407,54	364,66	364,66	2 678,23	0,00
13	12/04/2016		Contrat de travail Chauffeur Abraham TRAORE	févr-17	Régie	Z-01-02	1 651,86		1 651,86	355,24	355,24	941,38	0,00
14			Virginie DEMBELE Assistante comptable	févr-17	Régie	Z-01-04	3 757,42		3 757,42	911,93	911,93	1 933,56	0,00
15	21/10/2016	Art N°2014-2885/MIS-MDV-SG DU 21/10/2014	Primes et Indemnités Responsable National	févr-17	Cogestion	Z-01-03	1 524,49		1 524,49	304,90	304,90	913,90	0,80
16	11/04/2011	Décision N° 2011-0149/MATCL-DRH-DGC	Secrétaire	févr-17	Cogestion	Z-01-03	960,43		960,43	192,09	192,09	576,26	0,00
17	01/05/2016	Contrat Simplifié N° 002/05/2016/PAI	Maintenance Informatique Réseau	mars-16	Régie	Z-03-02	1 494,00	1 067,14	426,86	106,71	106,71	213,42	0,00

Liste des engagements en équivalent EURO non encore payés										Planning de décaissement			
18		Téléphone fixe bureau	Frais Communication	févr-17	Régie	Z-03-04	160,07		160,07	53,36	53,36	53,36	0,00
19	28/02/2017		Mission d'évaluation du projet	févr-16	Régie	Z-04-01	35 000,00		35 000,00		35 000,00		0,00
20	31/05/2017		Audit Final du projet	mars-16	Régie	Z-04-02	5 000,00		5 000,00			5 000,00	0,00
TOTAL							383 067,38	193 522,98	189 544,40	42 421,38	130 172,56	16 950,45	0,00

6 Taux de décaissement de l'intervention

Source de financement	Budget cumulé	Dépenses réelles cumulées	Taux de déboursement cumulé	Commentaires et remarques
Contribution directe belge	3 500 000 €	3 349 758,91 €	95,70%	Le taux va encore augmenter compte tenu des derniers contrats non entièrement payés et des quelques activités organisées en février- début mars 2017 conforme au plan de clôture.
Contribution du pays partenaire	101 100 €			Les frais de communication, bureau ainsi que les salaires des fonctionnaires mis à disposition sont pris en charge par l'Etat malien couvrant la contribution de l'Etat Malien.
Autre source	N.A.	N.A.	N.A.	N.A.

7 Personnel de l'intervention

Personnel (titre et nom)	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
1. Personnel national mis à disposition par le pays partenaire : ** Responsable National Ibrahima Hama TRAORE Moussa SANGARE Aliou SISSOKO ** Secrétaire Massitan FOMBA	 H H H F	 27/12/2010 au 17/01/2012 30/05/2013 au 17/11/2013 21/10/2014 au 30/06/2017 11/04/2011 au 30/06/2017
2. Personnel d'appui, recruté localement par la CTB : ** Responsable Administratif et Financier (RAF) Moussa DIAKITE Mahamadou TANDINA Karim CAMARA ** Assistante Comptable Virginie DEMBELE	 H H H F	 15/04/2011 au 15/05/2012 05/05/2014 au 30/09/2014 16/02/2015 au 30/04/2017 18/04/2016 au 17/04/2017

** Chauffeurs Idrissa ALHAD Madi KOUYATE Drissa DIALLO Abraham TRAORE	H	22/02/2011 au 30/09/2012
	H	23/07/2011 au 30/09/2014
	H	02/09/2013 au 30/04/2017
	H	15/04/2015 au 15/04/2017
3. Personnel de formation, recruté localement : N/A		
4. Personnel international (hors CTB) : N/A		
5. Experts internationaux (CTB) : ** Coresponsable Anne COPPENS Eric VERCAUTEREN Véronique PARQUE ** Assistant Technique International Véronique PARQUE Clara MOLERA	F H F F F	09/01/2011 au 31/10/2012 01/07/2012 au 31/08/2014 07/06/2015 au 28/02/2017 02/05/2011 au 31/07/2012 01/02/2012 au 30/06/2012

8 Marchés publics

Numéro du marché	Intitulé du marché	Brève description du marché	Type de marché	Montant du marché (euro)	Mode d'exécution	Fournisseur(s)	Mode de passation	Etat d'avancement	Remarques	Date de début	Date de fin
MLI154	Stratégie RH	Assistance technique perlée I&D	Services	50 934,32	régie	I&D	Contrat Cadre	Rapport final valide par le PAI. Nous attendons la facture finale du PAI			
MLI249, Contrat N° 001/02/2016 PAI	Fourniture et Installation de matériels informatiques	Equipement informatique inspection intérieur; DGAT, DRH-SAG, DGCT CADD	Bien	56 085,99	cogestion	OBS Distribution	Appel d'offre ouvert	La réception définitive est effectuée en décembre 2016	Après la réception définitive les cautions de garantie de fournisseurs ont été restituées.	21/03/2016	31/12/2016
MLI249, Contrat N° 003/02/2016 PAI	Fourniture et Installation de matériels didactiques			24 727,23		CADMI-Sarl				11/03/2016	31/12/2016
MLI249, Contrat N° 004/02/2016 PAI	Fourniture et Installation de mobiliers de bureau			3 507,85							
MLI249, Contrat N° 002/02/2016 PAI	Fourniture et Installation de matériels audiovisuels			1 530,58							
01/06/2015 PAI-MATD	Organisation de trois Formations sur les normes de contrôle INTOSAI, sur l'audit de gestion et sur l'audit de performance	Formations sur les normes de contrôle INTOSAI	Services	15 244,90	cogestion	AUDITEC Fiduciaire	Consultation restreinte	Formations terminées. Paiement terminés.	Formations réalisées en juillet et août 2015	13/07/2015	31/10/2015
02/06/2015 PAI-MATD		Formation en Audit de performance		15 244,90		SEFICO-Sarl				01/08/2015	31/10/2015
03/06/2015 PAI-MATD		Formation en audit interne financier		9 509,00							
03/06/2015 PAI-MATD	Organisation de deux Formations en GAR	Formation du cabinet et du ministère central en GAR	Services	12 276,81	cogestion	NAFOD-Mali	Consultation restreinte	Les formations sont terminées. Rapport final OK. Dernier paiement effectué.	Formations prévues en août et septembre.	01/08/2015	31/10/2015

Numéro du marché	Intitulé du marché	Brève description du marché	Type de marché	Montant du marché (euro)	Mode d'exécution	Fournisseur(s)	Mode de passation	Etat d'avancement	Remarques	Date de début	Date de fin
MLI246	Marché de services : Edition et publication d'un Recueil des textes de base sur l'Administration du Territoire (470 pages en 500 exemplaires)	Edition textes législatifs et réglementaires sur l'administration du territoire dont la Charte de déconcentration	Service	21 257,49	cogestion	DAMA Entreprise	DAO	Contrat est signé et enregistré aux impôts.	Récolte des textes législatifs et réglementaires terminée. La version finale n'est toujours validée suite à la décision de l'Administration d'ajouter des nouveaux textes.	18/12/2015	31/03/2017
MLI250, 002/12/2015-PAI-MAT, N° DGMP/DSP 2016 : 0055	Appui à l'élaboration d'un plan de déconcentration du MAT	Elaboration plan de déconcentration du MATD	Services	75 000	cogestion	Stoop consulting	Appel d'offre ouvert	Rapport Validé et paiement effectuée.	Contrat signé et enregistré aux impôts et au DNMP. Rapport déposé et validé. Le paiement a été effectué.	01/12/2015	30/04/2016
02/09/2015 PAI-MATD	Etude sur l'Assistance-conseil de l'autorité de Tutelle aux Collectivités Territoriales	Etude sur l'Assistance-conseil de l'autorité de Tutelle aux Collectivités Territoriales	Services		cogestion		Consultation restreinte	AMI lancé et PV de constitution de liste restreinte terminée. Dossier de sélection a été envoyé aux consultants retenus et le PV d'évaluation signé.	La DGCT a renoncé au marché en mettant en avant les critères d'évaluation ". Dossier annulé sur décision DGCT.		

Numéro du marché	Intitulé du marché	Brève description du marché	Type de marché	Montant du marché (euro)	Mode d'exécution	Fournisseur(s)	Mode de passation	Etat d'avancement	Remarques	Date de début	Date de fin
N° 004/03/2016/DPCR-PAI	Mise à jour de la base de données des fonctionnaires des CT	Mise à jour de la base de données	services	12 054,90	cogestion	OUAGADOU SOFT – SARL	Consultation restreinte (DPRCR) après la constitution d'une liste restreinte de fournisseur.	Contrat signé et enregistré aux impôts. Règlement du solde en février 2017	PV du rapport final signé par la DGCT ;	18/04/2016	28/02/2017
N° 001/07/2016/DC-PAI / DGMP/DSP 2016	Formation en planification et suivi selon une gestion axée sur les résultats à l'intention des Sous - Préfets		Services	57 930,62	cogestion	Agora Consulting	Consultation restreinte après AMI	Contrat signé, enregistré aux impôts et numéroté par DGMP. Formation réalisée en octobre 2016 – janvier 2017	Le comité de suivi a validé le rapport final de la formation	27/07/2016	28/02/2017
N°001/05/2016/DRPCR-PAI	Accompagner les CADD pour L'élaboration des plans Triennaux de transferts de Compétences et Ressources Etats aux CT.		Services	19 894,59	cogestion	Cabinet SEAG Conseil	Consultation restreinte (DPRCR) après la constitution d'une liste restreinte de fournisseur.	Contrat signé et visé par les Impôts. Rapport final validé par la DGCT & PAI	Paiement effectué.	16/05/2016	31/01/2017
N° 003/05/2016/DRPCR-PAI, Avenant N°01	Fourniture et Installation de Matériels Informatiques et Didactiques	Equipement en matériels informatiques et didactique du Gouvernorat de Tombouctou, CPS-ATFPS, Ministère de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat	Bien	22 369,60	cogestion	Ouagadougou Sof sarl		Contrat signé et enregistré aux impôts. Réception définitive faite.		24/05/2016	31/12/2016

Numéro du marché	Intitulé du marché	Brève description du marché	Type de marché	Montant du marché (euro)	Mode d'exécution	Fournisseur(s)	Mode de passation	Etat d'avancement	Remarques	Date de début	Date de fin
N° 001/07/2016/DP CR-PAI	Conception de la base des données de suivi des projets et programmes de la CPS-ATFPS		Services	13 236,38	cogestion		Consultation restreinte (DPRCR) après la constitution d'une liste restreinte de fournisseur.	Contrat signé et visé par les Impôts. Rapport final signé par le PAI & CPS-ATFPS	Paie ment sera effectué en février 2017	26/07/2016	28/02/2017
N°002/06/2016/D RPCR-PAI	Réalisation de Site Internet MDRE		Services	19 056,12	cogestion	Informaint	Consultation restreinte (DPRCR) après la constitution d'une liste restreinte de fournisseur.	Contrat signé et visé par les Impôts. Paiement du soldé effectué.	Site est fonctionnel.	09/09/2016	31/12/2017
N°001/06/2016/D RPCR-PAI	Mise en place de description de poste et d'un système de suivi-évaluation de la performance des agents de la GRH-SAG		Services	22 030	cogestion	SMAL CHANGE BVBA	Consultation restreinte (DPRCR) après la constitution d'une liste restreinte de fournisseur.	Contrat signé et le rapport final déposé. Le paiement sera effectué en Octobre		27/06/2016	31/12/2016
N°001/09/2016/D RPCR-PAI	Mise en place d'un mécanisme pilote d'évaluation des performances des Représentants de l'Etat dans la Région de Koulikoro		Services	22 030	cogestion	SmallChange bvba	Consultation restreinte (DPRCR) après la constitution d'une liste restreinte de fournisseur.	Contrat signé et en cours de visa des impôts	Le rapport final en cours de validation.	21/09/2016	28/02/2017
N° 003/11/2016/DR PCR-PAI	Impressions de divers documents liés au processus de décentralisation/déconcentration du Mali	Impression Guide transfert infrastructures	Services	18 995,14	cogestion	Imprimery Mangan & fils	Consultation restreinte (DPRCR) après la constitution d'une liste restreinte de fournisseur.	La livraison de certains documents a été effectuée.	Seul un seul document à l'attente d'être préface.	18/11/2016	28/02/2017

Numéro du marché	Intitulé du marché	Brève description du marché	Type de marché	Montant du marché (euro)	Mode d'exécution	Fournisseur(s)	Mode de passation	Etat d'avancement	Remarques	Date de début	Date de fin
N°002/11/2016/D RPCR-PAI, Avenant N°1	Classement et Archivage des documents de la DGCT/ Centre de Documentation et de Communication (CDC)		Service	11 990,11	cogestion	B-Consul	Consultation restreinte (DPRCR) après la constitution d'une liste restreinte de fournisseur.	Contrat signé et enregistré aux impôts. Un avenant a été signé suite à la demande de la DGCT de faire l'archivage des autres services		18/11/2016	28/02/2017
N°002/10/2016, Avenant N°1	Mise à jour de la base Outil d'Informatique de Suivi-Evaluation (OISE) et récolte des données à titre pilote dans la région de Koulikoro (2014-2016)		Services	6 660,90	cogestion	Ouagadou Soft sarl	Consultation restreinte (DPRCR) après la constitution d'une liste restreinte de fournisseur.	Prestation en cours de réalisation	Compte tenu des difficultés du prestataire à réaliser l'ensemble des activités, un avenant a été signé pour réduire les activités et que le reste sera réalisé par le PAI	14/10/2016	28/02/2017

9 Accords d'exécution

N.A.

10 Équipements

Listez les équipements acquis durant l'intervention

10.1. Équipements Informatiques

CODE	DESIGNATION	N° SERIE	DATE D'ACQUISITION	QTE	N° ENREGISTREMENT	LOCALISATION	RESPONSABLE	MONTANT EN FRANCS CFA	MONTANT EN EURO	SOURCE DE FINANCEMENT	OBSERVATION (ETAT)	AFFECTATION /SMCL
MDRE-44-001-MLI0903211	Ordinateurs portables pour graphiques	ZOMT00034	24/05/2016	1	AT 1533/GT 4288	DFM-MATDRE	DFM-MATDRE	900 000	1 372	Royaume Belgique	BON ETAT	DFM-MATDRE
MDRE-44-002-MLI0903212	Ordinateur portable, convertibles en tablettes	39H22UA ABAR	24/05/2016	10	AT 1533/GT 4288	DFM-MATDRE	DFM-MATDRE	3 000 000	4 573	Royaume Belgique	BON ETAT	DFM-MATDRE
MDRE-44-003-MLI0903213	Imprimante laser CP 5225 DN printer (CE 712)	ZOMT00034	24/05/2016	1	AT 1533/GT 4288	DFM-MATDRE	DFM-MATDRE	500 000	762	Royaume Belgique	BON ETAT	DFM-MATDRE
Gouv-Tomb-44-001-MLI0903211	Ordinateur de bureau et accessoires	TRF5450KTR, TRF5450KSY, TRF5450KXY, trf5450KY0, TRF5450KTV, TRF5450KV9	24/05/2016	6	AT 1533/GT 4288	Gouvernorat - Tombouctou	Gouvernorat - Tombouctou	2 250 000	3 430	Royaume Belgique	BON ETAT	Gouvernorat - Tombouctou
	Ordinateur portable et accessoires (y compris 02 Batteries supplémentaires)	CND603375Q, CND3032LDM, CND6032KKC, CND6032NSS	24/05/2016	4	AT 1533/GT 4288	Gouvernorat - Tombouctou	Gouvernorat - Tombouctou	1 060 000	1 616	Royaume Belgique	BON ETAT	Gouvernorat - Tombouctou
Gouv Tomb-44-002-MLI0903211	Imprimantes multifonctionnelles noir et blanc	QNH39188, QNH42565, QNH3989, QNH32425, QNH39192, QNH37635, QNH42565	24/05/2016	7	AT 1533/GT 4288	Gouvernorat - Tombouctou	Gouvernorat - Tombouctou	1 575 000	2 401	Royaume Belgique	BON ETAT	Gouvernorat - Tombouctou
Gouv Tomb-44-004-MLI0903211	Photocopieuses grand format	CNB9HDBVQ, CNB9GDQ7N3, CND9H314NT, CNB9DQG7PM, cnb9gdq7g4	24/05/2016	5	AT 1533/GT 4288	Gouvernorat - Tombouctou	Gouvernorat - Tombouctou	2 850 000	4 345	Royaume Belgique	BON ETAT	Gouvernorat - Tombouctou
DRH-SAG-44-006-MLI0903211	Ordinateur Bureau	3CR 51 10 FJL	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DRH - SAG	DRH - SAG	600 000	915	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG

CODE	DESIGNATION	N° SERIE	DATE D'ACQUISITION	QTE	N° ENREGISTREMENT	LOCALISATION	RESPONSABLE	MONTANT EN FRANCS CFA	MONTANT EN EURO	SOURCE DE FINANCEMENT	OBSERVATION (ETAT)	AFFECTATION /SMCL
DRH-SAG-44-007-MLI0903211	Ordinateur Bureau	3CR 51 10 FDR	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DRH - SAG	DRH - SAG	600 000	915	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
DRH-SAG-44-008-MLI0903211	Ordinateur Bureau	3CR 51 10 PH4	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DRH - SAG	DRH - SAG	600 000	915	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
DRH-SAG-44-009-MLI0903211	Ordinateur Bureau	3CR 51 10 FDW	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DRH - SAG	DRH - SAG	600 000	915	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
DRH-SAG-44-010-MLI0903211	Ordinateur Bureau	3CR 51 01 00Q5	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DRH - SAG	DRH - SAG	600 000	915	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
DRH-SAG-44-011-MLI0903211	Ordinateur Portable	CND 53 96 MHO	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DRH - SAG	DRH - SAG	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
DRH-SAG-44-012-MLI0903211	Ordinateur Portable	3CE 53 89 JXC	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DRH - SAG	DRH - SAG	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
DRH-SAG-44-013-MLI0903211	Ordinateur Portable	CND 53 64 1 MK	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DRH - SAG	DRH - SAG	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
DRH-SAG-44-014-MLI0903211	Ordinateur Portable	CND 53 77 G2Q	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DRH - SAG	DRH - SAG	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
DRH-SAG-44-015-MLI0903211	Ordinateur Portable	CND 54 275 G	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DRH - SAG	DRH - SAG	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
DRH-SAG-44-016-MLI0903211	Disque dure externe		17/05/2016	10	AT1391/GT4147	DRH - SAG	DRH - SAG	1 000 000	1 524	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
DRH-SAG-44-017-MLI0903211	Photocopieuse Grand Format	CANON IR 2530i – RNV 09 572	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DRH - SAG	DRH - SAG	4 000 000	6 098	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
DRH-SAG-44-018-MLI0903211	Imprimante HP Laser P2035	VNC 4C 29 162	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DRH - SAG	DRH - SAG	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
DRH-SAG-44-019-MLI0903211	Imprimante HP Laser P2035	VNC 4D 04 361	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DRH - SAG	DRH - SAG	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
DRH-SAG-44-020-MLI0903211	Imprimante HP Laser P2035	VNC 4D 09 565	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DRH - SAG	DRH - SAG	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
DRH-SAG-44-021-MLI0903211	Imprimante HP Laser P2035	VNC 4D 04 196	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DRH - SAG	DRH - SAG	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG

CODE	DESIGNATION	N° SERIE	DATE D'ACQUISITION	QTE	N° ENREGISTREMENT	LOCALISATION	RESPONSABLE	MONTANT EN FRANCS CFA	MONTANT EN EURO	SOURCE DE FINANCEMENT	OBSERVATION (ETAT)	AFFECTATION /SMCL
DRH-SAG-44-022-MLI0903211	Imprimante HP Laser P2035	VNC 4C 28 954	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DRH - SAG	DRH - SAG	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
3 C R 51 10 F HC	Ordinateur de bureau	3 CR 51 10 FHC	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	Bureau Assistante Comptable PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	600 000	915	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
3 CE 54 218 L 5	Ordinateur portable	3 CE 54 218 L5	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	Bureau Assistante Comptable PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
COR-43-002-MLI0903211	Imprimante HP LaserJet P1566	VNC 3 Y 13 719	17/01/2011	1	AT10/GT33	Bureau Assistante Comptable PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	130 903	200	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
RAF-43-001-MLI0903211	Ordinateur portable TOSHIBA/TECRA	4A060232H	17/01/2011	1	AT10/GT33	Bureau Responsable Administratif et Financier PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	672 225	1 025	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DRH - SAG
RN-43-001-MLI0903211	Ordinateur portable TOSHIBA/TECRA	4A05896-3H	17/01/2011	1	AT9/GT16	Bureau Responsable Administratif et Financier PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	672 225	1 025	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DRH - SAG
COR-43-001-MLI0903211	Ordinateur portable TOSHIBA/TECRA	4A060233 H	17/01/2011	1	AT11/GT34	Bureau Responsable Administratif et Financier PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	672 225	1 025	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DRH - SAG
RAF-43-002-MLI0903211	Imprimante HP LaserJet P1566	VNC 3 N 066 06	17/01/2011	1	AT11/GT34	Bureau Responsable Administratif et Financier PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	130 903	200	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
CPS-ATFPS-44-001-MLI0903211	Imprimante laser HP C2025N	CNH3P 72910	04/04/2012	1	AT542/GT1298	CPS-ATFPS	CPS-ATFPS	493 000	752	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	CPS-ATFPS
CPS-ATFPS-44-002-MLI0903211	Imprimante HP 2035		04/04/2012	1	AT542/GT1298	CPS-ATFPS	CPS-ATFPS	160 000	244	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	CPS-ATFPS
CPS-ATFPS-44-003-MLI0903211	Imprimante HP 2035	CNCOPS 57689	04/04/2012	1	AT542/GT1298	CPS-ATFPS	CPS-ATFPS	160 000	244	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	CPS-ATFPS
CPS-ATFPS-44-004-MLI0903211	Imprimante HP 2035	VNC4C03297	04/04/2012	1	AT542/GT1298	CPS-ATFPS	CPS-ATFPS	160 000	244	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	CPS-ATFPS

CODE	DESIGNATION	N° SERIE	DATE D'ACQUISITION	QTE	N° ENREGISTREMENT	LOCALISATION	RESPONSABLE	MONTANT EN FRANCS CFA	MONTANT EN EURO	SOURCE DE FINANCEMENT	OBSERVATION (ETAT)	AFFECTATION /SMCL
CPS-ATFPS-44-005-MLI0903211	Copieur CANON CP IR 2525i		04/04/2012	1	AT542/GT1298	CPS-ATFPS	CPS-ATFPS	2 431 000	3 706	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	CPS-ATFPS
CPS-ATFPS-44-007-MLI0903211	Ordinateur portable	CND 53 65 56 T	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Bureau Responsable Administratif et Financier PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
CPS-ATFPS-44-008-MLI0903211	Ordinateur portable et accessoires (y compris 02 Batteries supplémentaires)	CND60336YC, CND6032LO1, CND6032KMV, CND6032KZM, CND6032KTP	24/05/2016	5	AT 1533/GT 4288	CPS-ATFPS	CPS-ATFPS	1 325 000	2 020	Royaume Belgique	BON ETAT	CPS-ATFPS
CPS-ATFPS-44-009-MLI0903211	Imprimante HP 2035	VNC4F15076, VNC4D68517, VNC4F11211	24/05/2016	3	AT 1533/GT 4288	CPS-ATFPS	CPS-ATFPS	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	CPS-ATFPS
Insp-Int-44-001-MLI0903211	Copieur CANON CP IR 2525i	FWG 36278	04/04/2012	1	AT542/GT1298	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	2 431 000	3 706	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-003-MLI0903211	Imprimante HP 2035	CNCON 56166	04/04/2012	1	AT542/GT1298	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	240 000	366	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-004-MLI0903211	Imprimante HP 2035	CNCON 56268	04/04/2012	1	AT542/GT1298	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	240 000	366	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-005-MLI0903211	Imprimante laser HP C2025N	CNHSP 72917	04/04/2012	1	AT542/GT1298	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	493 000	752	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-011-MLI0903211	Ordinateur Bureau	3CR 51 10 FC6	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	600 000	915	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-012-MLI0903211	Ordinateur Bureau	3CR 51 10 FDW	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	600 000	915	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-013-MLI0903211	Ordinateur Portable	3CE 53 89 M8J	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-014-MLI0903211	Ordinateur Portable	3CE 54 21 LCG	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-015-MLI0903211	Ordinateur Portable	CND 53 95 SWN	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur

CODE	DESIGNATION	N° SERIE	DATE D'ACQUISITION	QTE	N° ENREGISTREMENT	LOCALISATION	RESPONSABLE	MONTANT EN FRANCS CFA	MONTANT EN EURO	SOURCE DE FINANCEMENT	OBSERVATION (ETAT)	AFFECTATION /SMCL
Insp-Int-44-016-MLI0903211	Ordinateur Portable	CND 54 26 4SJ	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-017-MLI0903211	Ordinateur Portable	3 CE 54 21 76 F	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-018-MLI0903211	Ordinateur Portable	3CE 54 21 CDZ	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-019-MLI0903211	Ordinateur Portable	3CE 54 21 DNW	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-020-MLI0903211	Ordinateur Portable	CND 53 60 72K	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-021-MLI0903211	Ordinateur Portable	CND 53 96 NH9	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-022-MLI0903211	Ordinateur Portable	CND 53 63 WJ1	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-023-MLI0903211	Ordinateur Portable	3CE 54 10 013	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-024-MLI0903211	Ordinateur Portable	3CE 54 21 DP7	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-025-MLI0903211	Ordinateur Portable	CND 53 77 2 L3	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-026-MLI0903211	Ordinateur Portable	3CE 54 21 97 F	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-027-MLI0903211	Ordinateur Portable	CND 53 77 458	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-029-MLI0903211	Photocopieuse Grand Format	CANON 2530i avec Socle /RNV 09695	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	4 000 000	6 098	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-030-MLI0903211	Imprimante P2035	VNC 4C 28 963	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-031-MLI0903211	Imprimante P2035	VNC 4C 29 999	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur

CODE	DESIGNATION	N° SERIE	DATE D'ACQUISITION	QTE	N° ENREGISTREMENT	LOCALISATION	RESPONSABLE	MONTANT EN FRANCS CFA	MONTANT EN EURO	SOURCE DE FINANCEMENT	OBSERVATION (ETAT)	AFFECTATION /SMCL
Insp-Int-44-032-MLI0903211	Imprimante P2035	VNC 4D 04 397	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-033-MLI0903211	Imprimante P2035	VNC 4C 28 957	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-034-MLI0903211	Imprimante P2035	VNC 4C 28 985	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
DGCT-44-001-MLI0903211	Ordinateur portable HP PROBOOK 6460B		08/12/2011	1	AT542/GT1298	DGCT	DGCT	730 000	1 113	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DGCT
DGCT-44-002-MLI0903211	Ordinateur portable HP PROBOOK 6460B		08/12/2011	1	AT542/GT1298	DGCT	DGCT	730 000	1 113	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DGCT
DGCT-44-003-MLI0903211	Ordinateur portable HP PROBOOK 6460B		08/12/2011	1	AT542/GT1298	DGCT	DGCT	730 000	1 113	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DGCT
DGCT-44-004-MLI0903211	Ordinateur portable HP PROBOOK 6460B		08/12/2011	1	AT542/GT1298	DGCT	DGCT	730 000	1 113	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DGCT
DGCT-44-005-MLI0903211	Ordinateur de bureau HP PRO 3305	N° Ecran 3CQ1021QJY	08/12/2011	1	AT542/GT1298	DGCT	DGCT	766 500	1 169	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DGCT
DGCT-44-006-MLI0903211	Ordinateur de bureau HP PRO 3305	N° Ecran 3CQ034N7CD	08/12/2011	1	AT542/GT1298	DGCT	DGCT	766 500	1 169	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DGCT
DGCT-44-007-MLI0903211	Imprimante Laser Samsung SCX 4729 FW	Z6FEBAAB700040M	08/12/2011	1	AT542/GT1298	DGCT	DGCT	265 000	404	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DGCT
DGCT-44-008-MLI0903211	Imprimante Laser Samsung SCX 4729 FW	Z6FEBABB700104N	08/12/2011	1	AT542/GT1298	DGCT	DGCT	265 000	404	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DGCT
DGCT-44-010-MLI0903211	Copieur CANON CP IR 2525i + Socle	(21) FRY 39378	04/04/2012	1	AT542/GT1298	DGCT	DGCT	2 431 000	3 706	Royaume Belgique	MOYEN	DGCT
DGCT-44-021-MLI0903211	Ordinateur Portable HP	3CE 53 89 C37	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	DGCT	DGCT	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	DGCT
DGCT-44-022-MLI0903211	Ordinateur Portable HP	3CE 53 8C DX7	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	DGCT	DGCT	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	DGCT

CODE	DESIGNATION	N° SERIE	DATE D'ACQUISITION	QTE	N° ENREGISTREMENT	LOCALISATION	RESPONSABLE	MONTANT EN FRANCS CFA	MONTANT EN EURO	SOURCE DE FINANCEMENT	OBSERVATION (ETAT)	AFFECTATION /SMCL
DGCT-44-023-MLI0903211	Ordinateur Portable HP	3CE 53 89 KBP	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	DGCT	DGCT	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	DGCT
DGCT-44-024-MLI0903211	Ordinateur Portable HP	3CE 53 8B KSG	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	DGCT	DGCT	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	DGCT
DGCT-44-025-MLI0903211	Ordinateur Portable HP	3CE 53 89 FM8	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	DGCT	DGCT	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	DGCT
DGCT-44-026-MLI0903211	Disque dure externe		17/05/2016	20	AT1393-1394/GT4149-4150	DGCT	DGCT	2 000 000	3 049	Royaume Belgique	BON ETAT	DGCT
DGCT-44-027-MLI0903211	Ordinateur portable	3 CE 54 02 BJP	17/05/2016		AT1393-1394/GT4149-4150	Bureau Coresponsable PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGCT-44-028-MLI0903211	Photocopieuse Grand Format	RNV 09 615	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	DGCT	DGCT	4 000 000	6 098	Royaume Belgique	BON ETAT	DGCT
DGCT-44-029-MLI0903211	Imprimante 2035	VNC 4C 28 982	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	DGCT	DGCT	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	DGCT
DGCT-44-030-MLI0903211	Imprimante 2035	VNC 4C 28 964	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	DGCT	DGCT	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	DGCT
DGCT-44-031-MLI0903211	Imprimante 2035	VNC 4C 28 938	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	DGCT	DGCT	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	DGCT
DGCT-44-032-MLI0903211	Imprimante 2035	VNC 4D 09 597	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	DGCT	DGCT	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	DGCT
DGCT-44-033-MLI0903211	Imprimante 2035	VNC 4C 30 001	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	DGCT	DGCT	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	DGCT
CADD-44-001-MLI0903211	Imprimante laser HP C2025N	CNHSP 72869	04/04/2012	1	AT542/GT1298	CADD	CADD	493 000	752	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	CADD
CADD-44-002-MLI0903211	Imprimante HP 2035	CNCON 56363	04/04/2012	1	AT542/GT1298	CADD	CADD	240 000	366	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	CADD
CADD-44-003-MLI0903211	Imprimante HP 2035		04/04/2012	1	AT542/GT1298	CADD	CADD	240 000	366	Royaume Belgique	PERDU	CADD

CODE	DESIGNATION	N° SERIE	DATE D'ACQUISITION	QTE	N° ENREGISTREMENT	LOCALISATION	RESPONSABLE	MONTANT EN FRANCS CFA	MONTANT EN EURO	SOURCE DE FINANCEMENT	OBSERVATION (ETAT)	AFFECTATION /SMCL
CADD-44-005-MLI0903211	Copieur CANON CP IR 2525i	(21) FRF 39 446	04/04/2012	1	AT542/GT1298	CADD	CADD	2 431 000	3 706	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	CADD
CADD-44-006-MLI0903211	Socle canon/immune	(21) FRF 39 446	17/05/2016	1	AT1392/GT4148	CADD	CADD		-	Royaume Belgique	BON ETAT	CADD
CADD-44-010-MLI0903211	Ordinateur Portable	CND 53 63 LBS	17/05/2016	1	AT1392/GT4148	CADD	CADD	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	CADD
CADD-44-011-MLI0903211	Ordinateur Portable	CND 54 36 JR1	17/05/2016	1	AT1392/GT4148	CADD	CADD	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	CADD
CADD-44-012-MLI0903211	Ordinateur Portable	CND 54 36 JR1	17/05/2016	1	AT1392/GT4148	CADD	CADD	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	CADD
CADD-44-013-MLI0903211	Ordinateur Portable	3 C E 54 02 50 BT	17/05/2016	1	AT1392/GT4148	CADD	CADD	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	CADD
CADD-44-014-MLI0903211	Ordinateur Portable	6CF 52 61 MKO	17/05/2016	1	AT1392/GT4148	CADD	CADD	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	CADD
CADD-44-015-MLI0903211	Ordinateur Portable	3CE 54 02 DFB	17/05/2016	1	AT1392/GT4148	CADD	CADD	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	CADD
CADD-44-016-MLI0903211	Ordinateur Portable	3CE 54 02 C5X	17/05/2016	1	AT1392/GT4148	CADD	CADD	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	CADD
CADD-44-018-MLI0903211	Photocopieuse Multifonction Moyenne	CANON –SENS MF 724 CD10 –T10 50 24 04	17/05/2016	1	AT1392/GT4148	CADD	CADD	500 000	762	Royaume Belgique	BON ETAT	CADD
CADD-44-019-MLI0903211	Imprimante HP Laser Jet P2035	VNC4D04354	17/05/2016	1	AT1392/GT4148	CADD	CADD	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	CADD
CADD-44-020-MLI0903211	Imprimante HP Laser Jet P2035	VNC4C30005	17/05/2016	1	AT1392/GT4148	CADD	CADD	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	CADD
CADD-44-021-MLI0903211	Imprimante HP Laser Jet P2035	VNC 4C 29 163	17/05/2016	1	AT1392/GT4148	CADD	CADD	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	CADD
DGAT-44-001-MLI0903211	Imprimante laser HP C2025N	CNHSP 44592	04/04/2012	1	AT542/GT1298	DGAT	DGAT	493 000	752	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT

CODE	DESIGNATION	N° SERIE	DATE D'ACQUISITION	QTE	N° ENREGISTREMENT	LOCALISATION	RESPONSABLE	MONTANT EN FRANCS CFA	MONTANT EN EURO	SOURCE DE FINANCEMENT	OBSERVATION (ETAT)	AFFECTATION /SMCL
DGAT-44-002-MLI0903211	Imprimante HP 2035	CNCON 56366	04/04/2012	1	AT542/GT1298	DGAT	DGAT	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-003-MLI0903211	Imprimante HP 2035	CNCOP 25294	04/04/2012	1	AT542/GT1298	DGAT	DGAT	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-004-MLI0903211	Imprimante HP 2035	VCN3B 51394	04/04/2012	1	AT542/GT1298	DGAT	DGAT	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-006-MLI0903211	Copieur CANON CP IR 3245	(21) DDP 03924	04/04/2012	1	AT542/GT1298	DGAT	DGAT	2 431 000	3 706	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DGAT
DGAT-44-017-MLI0903211	Ordinateur Bureau	3CR 51 10 FBZ	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DGAT	DGAT	600 000	915	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-018-MLI0903211	Ordinateur Bureau	3CR 51 10 66K	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DGAT	DGAT	600 000	915	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-019-MLI0903211	Ordinateur Bureau	3CR 51 10 0FP	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DGAT	DGAT	600 000	915	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-020-MLI0903211	Ordinateur Bureau	3CR 51 10 FHC	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DGAT	DGAT	600 000	915	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-021-MLI0903211	Ordinateur Bureau	3CR 51 10 FCM	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DGAT	DGAT	600 000	915	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-022-MLI0903211	Ordinateur Portable	CND 53 95 KGJ	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DGAT	DGAT	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-023-MLI0903211	Ordinateur Portable	3CE 53 89 DKM	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DGAT	DGAT	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-024-MLI0903211	Ordinateur Portable	CND 53 95 QP5	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DGAT	DGAT	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-025-MLI0903211	Ordinateur Portable	3CE 54 21 F18	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DGAT	DGAT	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-026-MLI0903211	Ordinateur Portable	CND 53 60 SGL	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DGAT	DGAT	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT

CODE	DESIGNATION	N° SERIE	DATE D'ACQUISITION	QTE	N° ENREGISTREMENT	LOCALISATION	RESPONSABLE	MONTANT EN FRANCS CFA	MONTANT EN EURO	SOURCE DE FINANCEMENT	OBSERVATION (ETAT)	AFFECTATION /SMCL
DGAT-44-027-MLI0903211	Ordinateur Portable	CND 53 65 54F	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DGAT	DGAT	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-028-MLI0903211	Ordinateur Portable	CND 53 95 N 15	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DGAT	DGAT	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-029-MLI0903211	Ordinateur Portable	CND 53 64 3 JS	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DGAT	DGAT	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-030-MLI0903211	Disque dure externe		17/05/2016	12	AT1391/GT4147	DGAT	DGAT	1 200 000	1 829	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-031-MLI0903211	Photocopieuse Multifonction Moyenne	CANON I-Sens ys MF 724 cdw TW502368	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DGAT	DGAT	500 000	762	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-032-MLI0903211	Imprimante HP 2035	VNC 4 C 29 159	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DGAT	DGAT	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
RN-43-003-MLI0903211	Imprimante HP LaserJet P1566	VNC 3 N 066 88	17/01/2011	1	AT542/GT1298	Bureau Responsable National PAI-MATDRE	Responsable National PAI MATDRE	130 903	200	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DGAT
SEC-43-001-MLI0903211	Copieur numérique CANON CP IR 2525i	(21) FSQ0 28 86	17/01/2011	1	AT542/GT1298	Secrétariat PAI-MATDRE	Secrétaire PAI MATDRE	3 090 397	4 711	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DGAT
SEC-43-002-MLI0903211	Imprimante laser HP C2025N	R02-35 25 2 85	17/01/2011	1	AT542/GT1298	Secrétariat PAI-MATDRE	Secrétaire PAI MATDRE	391 003	596	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DGAT
SEC-43-003-MLI0903211	Ordinateur complet HP 3120	VNC 3 N 065 98	06/07/2011	1	AT261/GT670	Secrétariat PAI-MATDRE	Secrétaire PAI MATDRE	680 000	1 037	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DGAT
3 C R 51 10 F CM	Ordinateur de bureau	3 CR 51 10 FCM	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Secrétariat PAI-MATDRE	Secrétaire PAI MATDRE	600 000	915	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
3 CE 54 100 RQ	Ordinateur portable	3 CE 54 100 RQ	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Bureau Responsable National PAI-MATDRE	Responsable National PAI MATDRE	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT

10.2. Equipements Logistiques

CODE	DESIGNATION	N° SERIE	DATE D'ACQUISITION	QTE	N° ENREGISTREMENT	LOCALISATION	RESPONSABLE	MONTANT EN FRANCS CFA	MONTANT EN EURO	SOURCE DE FINANCEMENT	OBSERVATION (ETAT)	AFFECTATION /SMCL
UCAT-42-001 - MLI0903211	Berline Mégane immatriculé 2786 CIT		31/12/2010	1	AT3/GT4	DRH - SAG	DRH - SAG	7 102 046	10 827	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
UCAT-42-002 - MLI0903211	Berline Mégane immatriculé 2787 CIT	VF1ML1A0H39105035	31/12/2010	1	AT3/GT4	CPS-ATFPS	CPS-ATFPS	7 102 046	10 827	Royaume Belgique	BON ETAT	CPS-ATFPS
UCAT-42-004 - MLI0903211	4*4 PRADO TX immatriculé 2889 CIT		31/12/2010	1		Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	21 356 655	32 558	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
UCAT-42-004 - MLI0903211	Galerie et pare choc 2889 CIT		22/12/2011	1	AT326/GT791	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	265 000	404	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
UCAT-42-005 - MLI0903211	4*4 PRADO TX immatriculé 2890 CIT		31/12/2010	1		DGCT	DGCT	21 356 655	32 558	Royaume Belgique	BON ETAT	DGCT
UCAT-42-005 - MLI0903211	Galerie et pare choc 2890 CIT		20/05/2011	1		DGCT	DGCT	421 000	642	Royaume Belgique	BON ETAT	DGCT
UCAT-42-003 - MLI0903211	4*4 PRADO TX immatriculé 2891 CIT		31/12/2010	1		DGAT	DGAT	21 356 655	32 558	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
UCAT-42-003 - MLI0903211	Galerie et pare choc 2891 CIT		22/12/2011	1	AT/327*GT792	DGAT	DGAT	265 000	404	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT

10.3. Equipement Infrastructure

CODE	DESIGNATION	N° SERIE	DATE D'ACQUISITION	QTE	N° ENREGISTREMENT	LOCALISATION	RESPONSABLE	MONTANT EN FRANCS CFA	MONTANT EN EURO	SOURCE DE FINANCEMENT	OBSERVATION (ETAT)	AFFECTATION /SMCL
RAF-47-001 - MLI0903211	Construction bureau Responsable Administratif et Financier PAI		06/03/2012	1	AT385/GT983	Bureau Responsable Administratif et Financier PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	6 426 507	9 797	Royaume Belgique	BON ETAT	DFM-MATDRE

10.4. Autres Equipements

CODE	DESIGNATION	N° SERIE	DATE D'ACQUISITION	QTE	N° ENREGISTREMENT	LOCALISATION	RESPONSABLE	MONTANT EN FRANCS CFA	MONTANT EN EURO	SOURCE DE FINANCEMENT	OBSERVATION (ETAT)	AFFECTATION / SMCL
Gouv Tomb-44-003-MLI0903211	Onduleurs	A536-PC44L1	24/05/2016	9	AT 1533/GT 4288	Gouvernorat - Tombouctou	Gouvernorat - Tombouctou	720 000	1 098	Royaume Belgique	BON ETAT	Gouvernorat - Tombouctou
Gouv Tomb-44-005-MLI0903211	Stabilisateur	BBL6501	24/05/2016	10	AT 1533/GT 4288	Gouvernorat - Tombouctou	Gouvernorat - Tombouctou	225 000	343	Royaume Belgique	BON ETAT	Gouvernorat - Tombouctou
DRH-SAG-44-001-MLI0903211	Onduleur UPS 1050 VA	10 50-20 15 09 08 01 37	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DRH - SAG	DRH - SAG	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
DRH-SAG-44-002-MLI0903211	Onduleur UPS 1050 VA	10 50 118-05 97	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DRH - SAG	DRH - SAG	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
DRH-SAG-44-003-MLI0903211	Onduleur UPS 1050 VA	10 50 118-05 80	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DRH - SAG	DRH - SAG	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
DRH-SAG-44-004-MLI0903211	Onduleur UPS 1050 VA	10 50 118-05 79	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DRH - SAG	DRH - SAG	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
DRH-SAG-44-005-MLI0903211	Onduleur UPS 1050 VA	10 50 118-05 98	17/05/2016	1	AT1391/GT4147	DRH - SAG	DRH - SAG	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
COR-44-018-MLI0903211	Ecran projecteur déroulant		19/12/2011	1	AT 141/GT 804	Bureau Assistante Comptable PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	-	-	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
Assist C-44-001-MLI0903211	Onduleur APC 650 VA SWITCH 08 ports		17/11/2015	1	AT417/GT3184	Bureau Assistante Comptable PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	112 500	172	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DRH - SAG
Assist C-44-002-MLI0903211	Tableau Padex sur pieds		30/06/2015	1	AT377/GT2658	Bureau Assistante Comptable PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	70 000	107	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
COR-44-010-MLI 10 90 32	Coffre-Fort		02/03/2011	1	AT28/GT61	Bureau Responsable Administratif et Financier PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	525 000	800	Royaume Belgique	BON ETAT	DFM-MATDRE
RN-43-002-MLI0903211	Vidéo projecteur SONY VPL-EX 100	50 29 519	17/01/2011	1	AT542/GT1298	Bureau Responsable Administratif et Financier PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	388 300	592	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
RAF-44-003-MLI0903211	Climatiseur split 2,5 CV SHARP	110 16 29	07/02/2012	1	AT542/GT1298	Bureau Responsable Administratif et	RAF-PAI MATDRE	1 000 000	1 524	Royaume Belgique	BON ETAT	DFM-MATDRE

CODE	DESIGNATION	N° SERIE	DATE D'ACQUISITION	QTE	N° ENREGISTREMENT	LOCALISATION	RESPONSABLE	MONTANT EN FRANCS CFA	MONTANT EN EURO	SOURCE DE FINANCEMENT	OBSERVATION (ETAT)	AFFECTATION / SMCL
						Financier PAI-MATDRE						
RAF-44-004-MLI0903211	Appareil photo Canon Power shoot D 30	88 30 50 00 03 4 D	06/07/2015	1	AT542/GT1298	Bureau Responsable Administratif et Financier PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	234 833	358	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
RAF-44-005-MLI0903211	Armoire classeur 2 battants		28/04/2016	1	AT523-543/3843-4244	Bureau Responsable Administratif et Financier PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	270 000	412	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
RAF-44-006-MLI0903211	Armoire classeur 3 battants		30/06/2015	1	AT523-543/3843-4244	Bureau Responsable Administratif et Financier PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE		-	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
RAF-44-007-MLI0903211	Etagère supplémentaire en haut de l'armoire		30/06/2015	1	AT523-543/3843-4244	Bureau Responsable Administratif et Financier PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE		-	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
CPS-ATFPS-44-006-MLI0903211	Vidéo projecteur NEC V230X	NEC MODEL N° V230X 100-240V-50/60Hz 2.6-1.2A	04/04/2012	1	AT542/GT1298	CPS-ATFPS	CPS-ATFPS	348 000	531	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	CPS-ATFPS
Insp-Int-44-002-MLI0903211	Vidéo projecteur NEC V230X	T11J5013G	04/04/2012	1	AT542/GT1298	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	348 000	531	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-006-MLI0903211	Onduleur UPS-1050 1050 VA	20 15 01 08 01 75	17/05/2016	1	AT542/GT1298	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-007-MLI0903211	Onduleur UPS-1050 1050 VA	20 15 01 08 01 76	17/05/2016	1	AT542/GT1298	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-008-MLI0903211	Onduleur UPS-1050 1050 VA	20 15 01 08 00 47	17/05/2016	1	AT542/GT1298	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-009-MLI0903211	Onduleur UPS-1050 1050 VA	20 15 01 08 00 48	17/05/2016	1	AT542/GT1298	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-010-MLI0903211	Onduleur UPS-1050 1050 VA	20 15 01 08 00 94	17/05/2016	1	AT542/GT1298	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-028-MLI0903211	Faxe Panasonic	S/N KX-FP 701 CX	17/05/2016	1	AT542/GT1298	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	150 000	229	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur

CODE	DESIGNATION	N° SERIE	DATE D'ACQUISITION	QTE	N° ENREGISTREMENT	LOCALISATION	RESPONSABLE	MONTANT EN FRANCS CFA	MONTANT EN EURO	SOURCE DE FINANCEMENT	OBSERVATION (ETAT)	AFFECTATION / SMCL
Insp-Int-44-035-MLI0903211	Vidéo projecteur	S/NPD94E03355	13/05/2016	1	AT290/GT4516	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	215 000	328	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
Insp-Int-44-036-MLI0903211	Tables Ordinateur		13/05/2016	5	AT290/GT4516	Inspection de l'Intérieur	Inspection de l'Intérieur	165 000	252	Royaume Belgique	BON ETAT	Inspection de l'Intérieur
DGCT-44-009-MLI0903211	Vidéo projecteur ACER X01280D DLP	EY 40015910	08/12/2011	1	AT542/GT1298	DGCT	DGCT	375 000	572	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DGCT
DGCT-44-011-MLI0903211	Onduleur Startone 230V 750 VA	E 110551801	08/12/2011	1	AT542/GT1298	DGCT	DGCT		-	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DGCT
DGCT-44-012-MLI0903211	Onduleur Startone 230V 750 VA		08/12/2011	1	AT542/GT1298	DGCT	DGCT		-	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DGCT
DGCT-44-013-MLI0903211	Armoire 908		05/07/2011	1	AT25/GT58	DGCT	DGCT	130 000	198	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DGCT
DGCT-44-014-MLI0903211	Chaise visiteur MH S 15		05/07/2011	1	AT25/GT58	DGCT	DGCT	25 000	38	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DGCT
DGCT-44-015-MLI0903211	Fauteuil 1/2 ministre 108		05/07/2011	1	AT25/GT58	DGCT	DGCT	100 000	152	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DGCT
DGCT-44-016-MLI0903211	Onduleur 1050	20 15 01 08 00 10	17/05/2016	1	AT25/GT58	DGCT	DGCT	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	DGCT
DGCT-44-017-MLI0903211	Onduleur 1050	20 15 01 08 00 80	17/05/2016	1	AT25/GT58	DGCT	DGCT	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	DGCT
DGCT-44-018-MLI0903211	Onduleur 1050	20 15 01 08 00 09	17/05/2016	1	AT25/GT58	DGCT	DGCT	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	DGCT
DGCT-44-019-MLI0903211	Onduleur 1050	20 15 01 08 02 68	17/05/2016	1	AT25/GT58	DGCT	DGCT	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	DGCT
DGCT-44-020-MLI0903211	Onduleur 1050	20 15 01 08 02 67	17/05/2016	1	AT25/GT58	DGCT	DGCT	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	DGCT
DGCT-44-034-MLI0903211	Armoire de bureau		13/05/2016	17	AT25/GT58	DGCT	DGCT	1 156 000	1 762	Royaume Belgique	BON ETAT	DGCT
DGCT-44-035-MLI0903211	Appareil photo numérique	86 30 61 02 73 71/86 30 61 04 12 98	13/05/2016	2	AT25/GT58	DGCT	DGCT	144 000	220	Royaume Belgique	BON ETAT	DGCT

CODE	DESIGNATION	N° SERIE	DATE D'ACQUISITION	QTE	N° ENREGISTREMENT	LOCALISATION	RESPONSABLE	MONTANT EN FRANCS CFA	MONTANT EN EURO	SOURCE DE FINANCEMENT	OBSERVATION (ETAT)	AFFECTATION / SMCL
DGCT-44-036-MLI0903211	Vidéo projecteur	PDE4E01187000	13/05/2016	1	AT25/GT58	DGCT	DGCT	215 000	328	Royaume Belgique	BON ETAT	DGCT
CADD-44-004-MLI0903211	Vidéo projecteur NEC V230X		04/04/2012	1	AT25/GT58	CADD	CADD	348 000	531	Royaume Belgique	PERDU	CADD
CADD-44-007-MLI0903211	Onduleur USP 1050 VA	20 15 01 08 02 79	17/05/2016	1	AT1392/GT4148	CADD	CADD	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	CADD
CADD-44-008-MLI0903211	Onduleur USP 1050 VA	20 15 01 08 01 54	17/05/2016	1	AT1392/GT4148	CADD	CADD	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	CADD
CADD-44-009-MLI0903211	Onduleur USP 1050 VA	20 15 01 08 01 53	17/05/2016	1	AT1392/GT4148	CADD	CADD	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	CADD
CADD-44-017-MLI0903211	Stabilisateur 500 VA	8A 33 93 12	17/05/2016	3	AT1392/GT4148	CADD	CADD	390 000	595	Royaume Belgique	BON ETAT	CADD
CADD-44-022-MLI0903211	Armoire de bureau		13/05/2016	4	AT285/GT4226	CADD	CADD	272 000	415	Royaume Belgique	BON ETAT	CADD
CADD-44-023-MLI0903211	Chaises visiteurs		13/05/2016	10	AT285/GT4226	CADD	CADD	120 000	183	Royaume Belgique	BON ETAT	CADD
CADD-44-024-MLI0903211	Fauteuil 1/2 ministre		13/05/2016	6	AT285/GT4226	CADD	CADD	588 000	896	Royaume Belgique	BON ETAT	CADD
CADD-44-025-MLI0903211	Vidéo projecteur	VPLDX102	13/05/2016	1	AT285/GT4226	CADD	CADD	215 000	328	Royaume Belgique	BON ETAT	CADD
DGAT-44-005-MLI0903211	Vidéo projecteur NEC V230X	02-2163-4191	04/04/2012	1	AT25/GT58	DGAT	DGAT	348 000	531	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DGAT
DGAT-44-007-MLI0903211	Onduleur UPS 1050 VA	150 118-05 29	17/05/2016	1	AT25/GT58	DGAT	DGAT	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-008-MLI0903211	Onduleur UPS 1050 VA	150 127 -06 74	17/05/2016	1	AT25/GT58	DGAT	DGAT	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-009-MLI0903211	Onduleur UPS 1050 VA	150 127 -07 10	17/05/2016	1	AT25/GT58	DGAT	DGAT	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-010-MLI0903211	Onduleur UPS 1050 VA	150 118 -06 40	17/05/2016	1	AT25/GT58	DGAT	DGAT	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT

CODE	DESIGNATION	N° SERIE	DATE D'ACQUISITION	QTE	N° ENREGISTREMENT	LOCALISATION	RESPONSABLE	MONTANT EN FRANCS CFA	MONTANT EN EURO	SOURCE DE FINANCEMENT	OBSERVATION (ETAT)	AFFECTATION / SMCL
DGAT-44-011-MLI0903211	Onduleur UPS 1050 VA	150 118 -06 39	17/05/2016	1	AT25/GT58	DGAT	DGAT	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-012-MLI0903211	Onduleur UPS 1050 VA	20 15 01 08 01 39	17/05/2016	1	AT25/GT58	DGAT	DGAT	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-013-MLI0903211	Onduleur UPS 1050 VA	20 15 01 08 01 40	17/05/2016	1	AT25/GT58	DGAT	DGAT	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-014-MLI0903211	Onduleur UPS 1050 VA	20 15 01 08 00 54	17/05/2016	1	AT25/GT58	DGAT	DGAT	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-015-MLI0903211	Onduleur UPS 1050 VA	20 15 01 08 00 93	17/05/2016	1	AT25/GT58	DGAT	DGAT	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-016-MLI0903211	Onduleur UPS 1050 VA	2015 01 08 01 72	17/05/2016	1	AT25/GT58	DGAT	DGAT	90 000	137	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
DGAT-44-033-MLI0903211	Vidéo projecteur	PDE4E01303000	17/05/2016	1	AT285/GT4226	DGAT	DGAT	215 000	328	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
SEC-44-009-MLI0903211	Fontaine NOBEL	D1599200000049	22/02/2011	1	AT25/GT58	Secrétariat PAI-MATDRE	Secrétaire PAI MATDRE	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	DFM-MATDRE
SEC-44-024-MLI0903211	Climatiseur SHARP	012 18 18	17/05/2016	1	AT25/GT58	Secrétariat PAI-MATDRE	Secrétaire PAI MATDRE	-	-	Royaume Belgique	BON ETAT	DFM-MATDRE
SEC-44-028-MLI0903211	Stabilisateur AC Automatic Voltage regulator Air Star ST 5 000A	ITS110V OUTPUT	01/07/2015	1	AT25/GT58	Secrétariat PAI-MATDRE	Secrétaire PAI MATDRE	45 000	69	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
RAF-44-007-MLI0903211	Onduleur 1000 VA	3B 1433X16841	01/07/2015	1	AT25/GT58	Secrétariat PAI-MATDRE	Secrétaire PAI MATDRE	150 000	229	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
RAF-44-008-MLI0903211	Onduleur APC 650 VA	3B1435X13452	23/03/2016	1	AT25/GT58	Secrétariat PAI-MATDRE	Secrétaire PAI MATDRE	80 000	122	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
RN-44-001-MLI0903211	Bureau Ministre avec retour		23/02/2011	1	AT25/GT58	Bureau Responsable National PAI-MATDRE	Responsable National PAI MATDRE	450 000	686	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DGAT
RN-44-010-MLI0903211	Bibliothèque vitrée 3 battants		23/02/2011	1	AT25/GT58	Bureau Responsable National PAI-MATDRE	Responsable National PAI MATDRE	250 000	381	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
RN-44-011-MLI0903211	Table de réunion 8 places		23/02/2011	1	AT620/GT4630	Bureau Responsable National PAI-MATDRE	Responsable National PAI MATDRE	300 000	457	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT

CODE	DESIGNATION	N° SERIE	DATE D'ACQUISITION	QTE	N° ENREGISTREMENT	LOCALISATION	RESPONSABLE	MONTANT EN FRANCS CFA	MONTANT EN EURO	SOURCE DE FINANCEMENT	OBSERVATION (ETAT)	AFFECTATION / SMCL
						MATDRE						
RN-44-014-MLI0903211	Réfrigérateur PF	Model AFR 545H/62911004767 56	22/02/2011	1	AT28/GT61	Bureau Responsable National PAI-MATDRE	Responsable National PAI MATDRE	175 000	267	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
RN-44-015-MLI0903211	TV SAMSUNG écran plat 21"	SO21BHO	22/02/2011	1	AT28/GT61	Bureau Responsable National PAI-MATDRE	Responsable National PAI MATDRE	225 000	343	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
RN-44-016-MLI0903211	Stabilisateur 1000 A	AC 160-260 V	23/03/2011	1	AT542/GT1298	Bureau Responsable National PAI-MATDRE	Responsable National PAI MATDRE	20 000	30	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
RN-44-018-MLI0903211	Onduleur UPS APC 1000 VA	AS 104 511 16 54	18/11/2011	1	AT542/GT1298	Bureau Responsable National PAI-MATDRE	Responsable National PAI MATDRE	224 700	343	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DGAT
RN-44-021-MLI0903211	Climatiseur SHARP	120 949,00	18/11/2011	1	AT542/GT1298	Bureau Responsable National PAI-MATDRE	Responsable National PAI MATDRE	-	-	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DFM-MATDRE
SEC-44-017-MLI0903211	Onduleur 1000 VA		08/10/2013	1	AT91/GT1635	Bureau Responsable National PAI-MATDRE	Responsable National PAI MATDRE	195 000	297	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DGAT
RN-44-022-MLI0903211	Onduleur APC 650 VA		23/03/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Bureau Responsable National PAI-MATDRE	Responsable National PAI MATDRE	80 000	122	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
COR-44-001-MLI0903211	Bureau Ministre avec retour		23/02/2011	1	AT25/GT58	Bureau Coresponsable PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	450 000	686	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
COR-44-004-MLI0903211	Bibliothèque vitrée 3 battants		23/02/2011	1	AT25/GT58	Bureau Coresponsable PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	250 000	381	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
COR-44-020-MLI0903211	Stabilisateur Air Star		23/03/2011	1	AT542/GT1298	Bureau Coresponsable PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	20 000	30	Royaume Belgique	MAUVAIS ETAT	DGAT
COR-44-011-MLI0903211	Réfrigérateur LG GR-051SSF	012TRBS00109	24/08/2011	1	AT263/GT658	Bureau Coresponsable PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	100 000	152	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
COR-44-017-MLI0903211	Climatiseur SHARP	122 072	17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Bureau Coresponsable PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	-	-	Royaume Belgique	BON ETAT	DFM-MATDRE

10.5. Petits Equipements

CODE	DESIGNATION	N° SERIE	DATE D'ACQUISITION	QTE	N° ENREGISTREMENT	LOCALISATION	RESPONSABLE	MONTANT EN FRANCS CFA	MONTANT EN EURO	SOURCE DE FINANCEMENT	OBSERVATION (ETAT)	AFFECTATION / SMCL
MDRE-44-004- MLI0903214	Cutters dont un grand format et un petit format		24/05/2016	2	AT 1533/GT 4288	DFM-MATDRE	DFM-MATDRE	6 000	9	Royaume Belgique	BON ETAT	DFM-MATDRE
Gouv Tomb-44-006- MLI0903211	Souffleurs électriques		24/05/2016	1	AT 1533/GT 4288	Gouvernorat - Tombouctou	Gouvernorat - Tombouctou	12 500	19	Royaume Belgique	BON ETAT	Gouvernorat - Tombouctou
DRH-SAG-44-023- MLI0903211	Câble pour imprimante		17/05/2016	5	AT1391/GT4147	DRH - SAG	DRH - SAG	30 000	46	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
Assist C-44-003- MLI0903211	Enrouleur Electrique		17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Bureau Assistante Comptable PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
Assist C-44-004- MLI0903211	Enrouleur Electrique		17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Bureau Assistante Comptable PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
Assist C-44-005- MLI0903211	Enrouleur Electrique		17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Bureau Assistante Comptable PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
RAF-44-008- MLI0903211	Enrouleur Electrique		17/05/2016	1	AT1393-1394/GT4149-4150	Bureau Responsable Administratif et Financier PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	160 000	244	Royaume Belgique	BON ETAT	DRH - SAG
SEC-44-011- MLI0903211	Tableau d'affichage secrétariat		31/03/2011	1	AT25/GT58	Secrétariat PAI-MATDRE	Secrétaire PAI MATDRE	60 000	91	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
SEC-44-025- MLI0903211	Chaise métallique		11/06/2014	1	AT25/GT58	Secrétariat PAI-MATDRE	DFM-MATDRE	8 000	12	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
SEC-44-026- MLI0903211	Chaise métallique		11/06/2014	1	AT25/GT58	Secrétariat PAI-MATDRE	Gouvernorat - Tombouctou	8 000	12	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
SEC-44-027- MLI0903211	Chaise métallique		11/06/2014	1	AT25/GT58	Secrétariat PAI-MATDRE	DRH - SAG	8 000	12	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
RAF-44-006- MLI0903211	Appareil à Reliure		17/03/2015	1	AT251/GT2197	Secrétariat PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	140 000	213	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
RN-44-004- MLI0903211	Fauteuil visiteur E-17		23/02/2011	1	AT25/GT58	Bureau Responsable National PAI-MATDRE	Responsable National PAI MATDRE	75 000	114	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT

CODE	DESIGNATION	N° SERIE	DATE D'ACQUISITION	QTE	N° ENREGISTREMENT	LOCALISATION	RESPONSABLE	MONTANT EN FRANCS CFA	MONTANT EN EURO	SOURCE DE FINANCEMENT	OBSERVATION (ETAT)	AFFECTATION / SMCL
RN-44-005- MLI0903211	Fauteuil visiteur E-17		23/02/2011	1	AT25/GT58	Bureau Responsable National PAI- MATDRE	Responsable National PAI MATDRE	75 000	114	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
COR-44- 007- MLI0903211	Fauteuil visiteur E-17		23/02/2011	1	AT25/GT58	Bureau Responsable National PAI- MATDRE	Responsable National PAI MATDRE	75 000	114	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
RN-44-006- MLI0903211	Fauteuil visiteur E-17		23/02/2011	1	AT25/GT58	Bureau Responsable National PAI- MATDRE	Responsable National PAI MATDRE	75 000	114	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
RN-44-020- MLI0903211	Brasseur d'air plafonnier TMT		23/02/2011	1	AT542/GT1298	Bureau Responsable National PAI- MATDRE	Responsable National PAI MATDRE	-	-	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
SEC-44- 022- MLI0903211	Téléphone Gigasse/LiveBox		23/02/2011	1	AT542/GT1298	Bureau Responsable National PAI- MATDRE	Responsable National PAI MATDRE	-	-	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
RN-44-008- MLI0903211	Fauteuil visiteur E-17		23/02/2011	1	AT25/GT58	Bureau Coresponsable PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	75 000	114	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT
RN-44-009- MLI0903211	Fauteuil visiteur E-17		23/02/2011	1	AT25/GT58	Bureau Coresponsable PAI-MATDRE	RAF-PAI MATDRE	75 000	114	Royaume Belgique	BON ETAT	DGAT

11 Cadre logique original tiré du DTF :

Incluez le cadre logique original tel que présenté dans le DTF

12 Matrice de monitoring complète

Incluez la dernière version (intégrale) de la matrice de monitoring

13 Outils et produits

Mentionnez, dans cette annexe, tout matériel disponible sur les effets de l'intervention ou toute expérience engrangée en appliquant des méthodes ou outils spécifiques.

- *Publications (scientifiques)*
- *Rapports de capitalisation*
- *Matériel audiovisuel*
- *Autres ressources*
- *Approche/système M&E*
- *Méthodologies*